



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

AGRI • NUMÉRO 004 • 1^{re} SESSION • 41^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le jeudi 6 octobre 2011

—
Président

M. Larry Miller

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le jeudi 6 octobre 2011

• (1530)

[Traduction]

Le vice-président (M. Frank Valeriote (Guelph, Lib.)): La séance est ouverte.

Je vous souhaite la bienvenue à tous, notamment à nos témoins, Claude Miville, de la Grappe canadienne de recherche et de développement sur le porc, JoAnne Buth, du Conseil canadien du canola, Jim Brandle, président-directeur général de Vineland Research and Innovation Centre, et Sylvain Charlebois, vice-doyen de l'université de Guelph.

Merci à tous d'avoir pris le temps de venir vous adresser au comité.

Nous entamons aujourd'hui une étude du programme Cultivons l'avenir 2. Notre débat portera essentiellement sur ce programme mais nous n'y sommes pas strictement limités. Nous avons pensé qu'il est important de poursuivre notre étude de l'industrie de la biotechnologie et c'est pourquoi nous vous avons invités.

Chacun d'entre vous aura 10 minutes pour faire une déclaration liminaire, après quoi nous passerons aux questions. Nous aurons des tours de cinq minutes et nous sommes ici pour deux heures.

Nous allons commencer avec M. Miville, de la Grappe canadienne de recherche et de développement sur le porc.

M. Claude Miville (président, Grappe canadienne de recherche et de développement sur le porc): Merci beaucoup, monsieur le président.

Si vous me le permettez, je m'adresserai à vous en français. Ce sera plus facile pour moi puisque nous avons des services d'interprétation.

Je tiens d'abord à vous remercier beaucoup de votre invitation.

[Français]

Comme vous le mentionniez, je représente la Grappe porcine canadienne de recherche et de développement. Cette compagnie est plus connue sous le nom de Swine Innovation Porc.

La Grappe porcine canadienne de recherche et de développement ou Swine Innovation Porc est une organisation parrainée par le Conseil canadien du porc. Le Conseil canadien du porc représente l'ensemble des producteurs de porc du Canada, soit 8 000 producteurs de porc et 10 associations provinciales de producteurs de porc. Le Conseil canadien du porc est membre de la Table filière porcine nationale, de Canada Porc International ainsi que du Conseil canadien de la santé porcine.

Ce sont toutes des organisations nationales qui ont la volonté, sur un aspect ou un autre, de développer la production porcine et les produits dans le respect de l'environnement et de la société ainsi que d'avoir une filière porcine efficace.

L'objectif et la mission de Swine Innovation Porc, notre compagnie, consistent à faciliter la recherche, le transfert technolo-

gique et les initiatives de commercialisation qui servent à appuyer nos partenaires de la Table filière porcine.

À l'heure actuelle, nous nous sommes associés à une centaine de chercheurs canadiens de 28 organisations, centres de recherches, institutions et universités différentes. Ils collaborent avec nous dans 14 projets de recherche. Nous espérons que ces résultats vont apporter des contributions significatives pour les 8 000 producteurs de porc canadiens et nos partenaires dans la filière.

Pour réaliser son mandat, la Swine Innovation Porc s'est associée à deux organisations régionales du Canada qui font un peu de recherche appliquée et qui ont développé une très bonne expertise dans le transfert technologique. D'une part, nous avons le Centre de développement du porc du Québec inc. qui a une équipe de professionnels au service de la filière porcine québécoise. Elle l'appuie de son expertise sur le plan de la génétique, de la santé ainsi qu'en régie des bâtiments et en régie d'élevage.

D'autre part, l'autre partenaire qui s'associe aux démarches du Swine Innovation Porc est le Prairie Swine Centre qui est lié indirectement à l'Université de Saskatoon. Le Prairie Swine Centre fait de la recherche appliquée et a développé une très bonne expertise dans le transfert des technologies.

C'est donc par cette équipe que nous avons constitué un programme de projets de recherche, pour transférer les résultats à nos producteurs.

Je vais dès maintenant vous présenter quatre constats ou messages dans le peu de temps que nous avons.

Le premier message porte sur l'importance de l'innovation. Les données nous confirment que la recherche en agriculture peut mener à des résultats très positifs, en ce qui concerne les leviers et l'activité économique. Nous sommes convaincus de l'importance de la science et de l'innovation, et de l'importance d'investir dans la recherche.

Nous sommes aussi convaincus que cette recherche doit être équilibrée, c'est-à-dire qu'une recherche doit couvrir tous les aspects de la production. Il faut répondre à des enjeux de société et aux besoins de nos consommateurs. Il faut s'assurer d'avoir une filière porcine dynamique et performante. La recherche doit être équilibrée dans ses aspects stratégiques afin de permettre à une industrie de se développer et de répondre aux attentes de la société et des consommateurs ou des clients.

Il y a un deuxième élément important. Je dois vous souligner — et c'est à votre honneur — que nous sommes très satisfaits de la mise sur pied du cadre stratégique pour l'agriculture intitulé *Cultivons l'avenir*, qui est un programme d'appui aux initiatives de grappes agro-scientifiques. Ce programme fait suite à une demande que nous avons faite au gouvernement canadien. Nous en sommes très heureux. Avec le financement obtenu grâce à ce programme, nous avons pu mettre en collaboration plusieurs chercheurs. Il y a beaucoup de chercheurs au Canada, mais la recherche est un peu dispersée. Nous, les producteurs, ou les utilisateurs, l'industrie, avons besoin d'aller chercher les meilleurs chercheurs au Canada. C'est important de les faire travailler ensemble. Je pense que nous avons réussi à cet égard.

• (1535)

Nous avons fait appel à 28 institutions de recherche, universités ou centres de recherche d'Agriculture Canada pour leur expertise. Cent chercheurs collaborent avec nous et ils sont actifs dans 14 projets de recherche. Fait intéressant, dans tous ces projets de recherche, au moins deux universités sont impliquées. Cela signifie que, même si dans certains cas certains chercheurs ont tendance à travailler en silo, nous avons réussi à faire travailler les autres en collaboration. Des synergies ont été créées grâce à la collaboration de chercheurs provenant de différentes universités et régions du Canada. Nous avons réussi à faire travailler nos chercheurs en équipe. C'est également le cas pour ce qui est des centres de recherche d'Agriculture Canada, car 8 des 14 projets de recherche mettent en association au moins un chercheur d'Agriculture Canada avec un ou des chercheurs d'université.

Il y a un autre élément qui démontre ce succès. Nous avons réussi à intéresser d'autres partenaires privés à investir avec nous. Cinq organisations provinciales de producteurs de porc ont investi dans des projets de recherche ainsi que 14 autres partenaires privés de l'industrie. Nous considérons que les objectifs de ce programme ont été atteints dans la mesure où nous avons pu réunir les forces de tout le monde, peu importe où elles se trouvent au Canada, et intéresser différents partenaires privés.

Il y a un troisième élément que j'aimerais ajouter. En recherche, il ne sert à rien de générer de nouvelles connaissances scientifiques si nous ne sommes pas capables de les transférer rapidement et efficacement à nos partenaires. Le développement de la recherche ne sert à rien si nos concurrents d'autres pays sont plus rapides que nous pour utiliser les résultats. Cet enjeu est aussi important. L'innovation, pour nous, consiste à générer de nouvelles connaissances au moyen de la recherche, mais aussi à assurer un transfert efficace et rapide. Or ce ne sont pas les mêmes expertises qui peuvent assurer un tel transfert. Ce ne sont pas les chercheurs qui font cela. Cela nécessite des ressources aussi importantes et une mobilisation de gens qui ont d'autres types de profil. En plus, il faut que tous travaillent ensemble, car nous devons être capables de récupérer cela le plus rapidement et le plus efficacement possible. C'est un élément important pour nous.

Le dernier élément concerne directement le cadre stratégique intitulé *Cultivons l'avenir 2*. Nous considérons que le programme sur les initiatives agro-scientifiques est un succès. Il est donc important de maintenir une continuité et de profiter des circonstances favorables créées par ce programme. Il faut maintenir la continuité du programme parce qu'il a bien fonctionné dans sa première phase. Il faut profiter des circonstances favorables parce que la réponse a été supérieure aux attentes que certains d'entre vous auriez pu avoir par rapport à ce programme. Un intérêt s'est manifesté, des gens sont en train de se mobiliser, alors il vaut la peine de profiter de ces circonstances.

Pour ce faire, il vous est suggéré d'augmenter de façon significative les fonds alloués à ce programme. De plus, il faudrait faire preuve d'une certaine flexibilité pour permettre à ces grappes scientifiques, qui font le lien entre l'industrie et les différents centres de recherche d'Agriculture Canada et universités, de pouvoir en faire davantage dans l'avenir.

Je ne prendrai pas plus de votre temps, et je répondrai à vos questions avec plaisir.

• (1540)

[Traduction]

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Il vous reste une minute.

M. Claude Miville: C'est tout pour moi. Nous aurons plus de temps pour les questions et réponses.

Merci beaucoup.

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Merci, monsieur Miville.

Je donne maintenant la parole à JoAnne Buth.

Mme JoAnne Buth (présidente, Conseil canadien du canola): Bon après-midi. Je vous remercie d'avoir invité le Conseil canadien du canola à venir vous parler du programme *Cultivons l'avenir 2* du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

Permettez-moi d'abord de souligner l'importance que notre industrie attache à l'élaboration de politiques stratégiques progressistes aux paliers fédéral et provincial. Ces examens quinquennaux de l'orientation stratégique des politiques sont importants pour diverses raisons, notamment à cause des changements rapides que connaît le secteur de l'agriculture.

Le canola est un bon exemple de changement et de croissance. Inventé dans les années 1970 ici même, au Canada, c'est aujourd'hui la culture qui a le plus de valeur pour le Canada. Le Conseil canadien du canola représente toute la chaîne de valeur du canola: les cultivateurs, les producteurs de semences, les broyeurs et les exportateurs.

Voici quelques chiffres importants concernant notre industrie. Le canola est la récolte qui offre le plus de valeur aux agriculteurs canadiens. En 2011, il leur a fourni 5,6 milliards de dollars de recettes en espèces. L'industrie appuie 280 000 emplois dans tout le pays et représente 15,4 milliards de dollars pour l'économie nationale.

L'innovation et l'investissement sont l'épine dorsale de notre industrie. Notre slogan est le suivant: « Innovateur. Résistant. Résolu à créer une valeur supérieure et un monde plus sain. » L'innovation constante a débouché sur une amélioration importante des semences, des méthodes de production, de la gestion des exploitations et du développement des marchés. En 2007, notre industrie avait annoncé un objectif à long terme de 15 millions de tonnes de demande et de production. En 2011, nous atteindrons la marque de 13 millions de tonnes. Grâce à la science, à l'innovation et à l'investissement, nous sommes certains d'atteindre cet objectif et de produire ainsi encore plus de revenus pour l'économie canadienne.

On trouve deux grands thèmes dans CA2: compétitivité et expansion des marchés, et adaptation et durabilité. Les deux moteurs identifiés sont l'infrastructure et l'innovation. Nous considérons qu'il s'agit là de prismes utiles pour fixer l'orientation future de la politique.

Conformément à ces deux thèmes, le secteur du canola s'est fixé cinq priorités, qui ne sont pas toutes reliées à la science et à l'innovation. J'aimerais vous les présenter, après quoi nous pourrions évidemment passer aux questions.

La première priorité est la science et l'innovation. Le canola doit son succès à l'innovation, laquelle touche aussi bien la mise au point des semences que la modernisation des méthodes de production ou l'élaboration de nouvelles utilisations du produit. La recherche, aussi bien privée que publique, est cruciale pour innover. Grâce au programme canadien des grappes agro-scientifiques, le Conseil du canola coordonne une recherche focalisée en partenariat avec AAAC. Le programme est impulsé par les producteurs, l'industrie et les chercheurs, qui fixent collectivement les priorités et mettent ensuite en oeuvre le plan de recherche.

Bien que le canola soit une récolte importante au Canada, il est minuscule par rapport à d'autres denrées compétitives sur le marché international, comme le soja et l'huile de palme. Ces industries investissent dans l'innovation. Nous devons nous assurer d'un partenariat continu entre l'industrie et le gouvernement pour faire la recherche qui nous permettra de rester compétitifs. La recherche doit être pilotée par l'industrie et être appuyée par le gouvernement, et nous devons faire usage le plus efficace possible des ressources, ce qui est précisément l'objectif du programme des grappes.

Avec CA2, nous pensons pouvoir améliorer cette coordination et bâtir sur nos succès. Nous devons continuer à faire de la recherche sur les bienfaits nutritifs du canola. Nous avons déjà obtenu des résultats sur la réduction du risque des maladies cardio-vasculaires. Nous devons continuer notre recherche sur la réduction de l'inflammation de l'organisme humain, l'amélioration de la gestion du diabète, et l'impact sur le syndrome métabolique. Les résultats de cette recherche rehausseront la valeur du canola et, partant, augmenteront la consommation, réduiront les dépenses de santé et augmenteront les revenus des cultivateurs.

La farine de canola, quand elle est utilisée pour alimenter le bétail, offre l'avantage unique d'accroître la production laitière des vaches d'un litre de lait par vache et par jour en moyenne. Nous avons cependant besoin de faire des recherches pour améliorer la teneur énergétique de la farine de façon à accroître la quantité de farine de canola pouvant être utilisée pour nourrir le porc et la volaille.

Finalement, et ce n'est certainement le moins important, nous devons continuer la recherche sur la culture du canola afin d'accroître les rendements, de réduire le coût des intrants, de gérer les nouvelles maladies et les insectes, d'améliorer l'entreposage et d'assurer l'avenir des cultivateurs. La majeure partie de cette recherche se fait dans les stations de recherche d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, lesquelles sont donc importantes pour assurer le succès continu de notre secteur.

● (1545)

Notre deuxième priorité concerne les politiques et règlements fondés sur la science. Notre industrie dépend des investissements d'entreprises qui ont beaucoup de choix en matière de lieux de recherche et de développement de produits. Pour attirer ces investissements, nous avons besoin d'un environnement réglementaire prévisible, transparent et encourageant.

C'est la même chose en ce qui concerne l'accès aux marchés. La meilleure manière de s'assurer qu'on n'invoque pas de raisons d'ordre technique et non tarifaire pour élever des barrières protectionnistes est de s'assurer que les règles du commerce international sont fondées sur de solides données scientifiques.

La troisième priorité est la continuation du partenariat pour l'expansion des marchés internationaux. L'un des programmes les plus efficaces dispensés dans le cadre de Cultivons l'avenir est le programme Agri-marketing, qui est un programme à coûts partagés de promotion des marchés internationaux.

Nos producteurs et notre industrie ont collaboré étroitement et stratégiquement avec AAAC pour faire la promotion du canola sur les marchés clés identifiés par notre conseil d'administration. Le programme a joué un rôle clé pour accroître de 12 p. 100 la part de notre huile de canola sur le marché américain et en faire ainsi la deuxième huile vendue sur ce marché. De fait, chaque dollar investi dans le développement du marché américain a débouché sur 1 000 \$ supplémentaires de vente d'huile de canola aux États-Unis. Le programme contribue aussi à la promotion de la farine de canola aux États-Unis, ainsi que de l'huile de canola et de ses produits au Mexique et en Inde. Nous pensons qu'il importe de bâtir sur ce succès en veillant à ce que la promotion des produits agricoles reste toujours une priorité de CA2.

La quatrième priorité est l'accès aux marchés. Pour pouvoir faire la promotion du canola sur les marchés étrangers, il faut y avoir accès. Aujourd'hui, cet accès est entravé sur certains marchés par des tarifs de douane élevés ainsi que par des barrières non tarifaires. L'an dernier, par exemple, les exportations de canola ont été affectées par des préoccupations sur l'importation d'une maladie culturale en Chine, la réglementation sur la sécurité des aliments du bétail aux États-Unis, et les normes de durabilité de la production aux États-Unis et en Europe. Il s'agit là de questions complexes appelant une expertise scientifique et technique considérable, mais aussi de la diplomatie et de la négociation.

Nous nous réjouissons de la création du Secrétariat à l'accès aux marchés au sein du Ministère. Par son travail, conjugué à celui de l'Agence canadienne d'inspection des aliments et du MAECI, ainsi qu'à l'appui du ministre Ritz sur l'accès aux marchés, il a aidé les agriculteurs et l'industrie à préserver des marchés importants ces dernières années. De plus en plus, la durabilité est un facteur clé de promotion et d'accès aux marchés. Nous avons la conviction que le canola sera cultivé de manière durable, même en augmentant les niveaux de production. Nous appuyons l'idée que la durabilité soit un pilier fondamental de Cultivons l'avenir 2.

Pour le futur, nous recommandons au gouvernement de mettre sur pied, pour l'accès aux marchés, un programme à coût partagé semblable à Agri-Marketing, caractérisé par un partenariat stratégique étroit entre les agriculteurs, l'industrie et le gouvernement pour maintenir et étendre l'accès aux marchés.

La cinquième priorité, et pas la moindre, concerne les gens. Le secteur du canola a besoin de l'expertise et de l'engagement du personnel gouvernemental d'AAAC, du MAECI, du Service des délégués commerciaux et de l'ACIA, entre autres. Ces gens sont importants non seulement pour la recherche et l'innovation mais aussi, en matière de commerce international, pour résoudre maintes difficultés de gouvernement à gouvernement. Nous recommandons au gouvernement d'appuyer les efforts de recherche et de commerce international en appuyant le personnel actuel de ces ministères et, s'il y a lieu, en assurant la formation de nouveaux employés pour remplacer ceux qui partent.

Merci de votre attention. Je répondrai avec plaisir à vos questions.

● (1550)

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Merci, madame Buth. Monsieur Brandle, c'est à vous.

M. Jim Brandle (président-directeur général, Vineland Research and Innovation Centre): Merci beaucoup, monsieur le président, membres du comité, de votre invitation.

Je suis ici pour parler d'innovation et aussi de changement. Comme je veux parler de l'avenir, je me suis dit que je devrais parler aussi un peu du passé. Si vous pensez à l'agriculture, pensez qu'elle était elle-même une innovation il y a 10 000 ans. Depuis lors, ces innovations ont assuré la survie de notre espèce, et nous aurons besoin d'autres innovations pendant encore 10 000 ans si nous voulons continuer à survivre.

Cela étant, quelle était autrefois la philosophie fondamentale de notre système d'innovation au Canada? Songeons à la Experimental Farm Stations Act de 1886 qui a mis en marche la création du système que nous connaissons aujourd'hui pour aider le pays à passer du commerce des fourrures à la production alimentaire afin d'aider tous les colons à se nourrir durant l'hiver. C'était par nécessité un système paternaliste dans lequel les nouveaux Canadiens avaient besoin qu'on leur tienne la main et qu'on leur dise quoi faire.

Évidemment, les temps ont changé et nous voyons aujourd'hui de l'innovation, des structures et des pipelines très avancés, comme avec le Conseil du canola, mais ils n'existent pas partout en agriculture. Je me demande donc, quand je pense à cette vieille loi, s'il n'y a pas une nouvelle voie à emprunter pour l'avenir. Je n'irais pas jusqu'à dire que c'est un obstacle mais ce n'est certainement pas la voie de l'avenir. Je pense que nous devons faire de l'innovation différemment. Notre problème, aujourd'hui, est qu'elle prend trop de temps. Le système public d'innovation est trop lent. Nous avons des cycles de produits de trois ans mais un système d'innovation qui prend 15 ans pour aboutir. Ça ne marche plus. Nous devons innover plus rapidement. C'est un élément absolument crucial.

Je m'intéresse avant tout à l'horticulture, qui est notre domaine d'intérêt. L'horticulture représente 5,2 milliards de dollars pour l'économie agricole canadienne. L'horticulture, c'est la santé et la nutrition, c'est l'exercice physique et un mode de vie sain, ce sont des fruits et des légumes, des fleurs et des arbres, et toutes sortes de bonnes choses avec beaucoup de valeur ajoutée. C'est très important pour nous. Or, je pense que c'est un domaine dans lequel nous perdons du terrain, alors qu'il est très important du point de vue de notre souveraineté alimentaire. Je ne pense pas qu'il soit dans l'intérêt du Canada d'arriver au point où nous ne pourrions plus cultiver nos propres pommes parce que nous en serons devenus incapables. Nous avons sauté une génération.

Cela ne veut pas dire que nous devons construire des murs pour nous protéger. Nous devons simplement faire mieux. Nous devons innover plus vite. Nous devons produire la bonne pomme au bon prix. Comment faire? Nous devons connecter tout le monde.

Quand je suis arrivé à Vineland, il y a seulement quatre ans, j'avais travaillé pendant longtemps à Agriculture Canada et cette question me préoccupait. Quand je suis arrivé, on m'a dit que la recherche du secteur privé était bonne et celle du secteur public, mauvaise. Mon rôle était d'aller demander l'aide du secteur public. Évidemment, je n'étais pas trop réceptif, comme vous pouvez l'imaginer, et j'ai réfléchi à la question. Je me suis dit que c'était un faux choix. Ce n'était pas l'un ou l'autre. La réalité, c'est ceci: le secteur privé commercialise très bien la recherche, et le secteur public fait très bien la recherche. Donc, pourquoi ne pas créer une organisation faisant les deux? C'est ce que nous avons fait en créant Vineland.

Vineland est quelque chose de très particulier. Nous sommes une organisation indépendante à but non lucratif qui se consacre à la recherche et à l'innovation en horticulture. Nous sommes pilotés par

nos intervenants. Nous sommes particulièrement Canadiens. Que faisons-nous au Canada quand nous avons un niveau de soutien public et un niveau de besoin ou d'intérêt particulier? Nous créons un organisme à but non lucratif. C'est comme ça que nous avons des associations de soccer pour nos jeunes, c'est comme ça que nous avons une Association canadienne du diabète, et il y en a beaucoup d'autres. C'est comme ça que nous résolvons nos problèmes.

De cette manière, nous sommes axés sur l'intérêt des parties prenantes, pas d'une seule mais, dans ce cas, de toute une chaîne de valeur. Nous travaillons avec tout le secteur, et cela va jusqu'au consommateur. Ces gens sont vraiment très importants. Que veulent-ils, que pouvons-nous leur donner et comment pouvons-nous le faire?

Notre objectif est en réalité de créer ce nouveau système, d'abandonner le vieux modèle d'isolation de la science, où les chercheurs travaillaient seuls dans leur coin, de façon à les amener à travailler ensemble en groupes, dans un nouveau modèle de connexion. Je disais tout à l'heure à Sylvain comment nous faisons en sorte que nos 60 gens à Vineland deviennent 6 000, et c'est avec des partenariats. Grâce au programme des grappes, par exemple, nous pouvons avoir des contacts dans tout le pays, aussi bien à Kwantlen College à Langley, en Colombie-Britannique, qu'à l'université Memorial de Terre-Neuve, pour résoudre les problèmes de notre industrie. C'est donc un excellent programme et une excellente manière de réunir les gens.

Pour ce qui est de quelques expériences de référence, j'ai deux choses à dire. Encore une fois, réunir des organisations... Le secteur privé est un élément clé de tout cela car les organisations de recherche et les producteurs... Nous ne faisons pas de vente, de marketing, de service ou de choses de ce genre. Il faut avoir tout le monde ensemble, de toute la chaîne de valeur, pour que ça fonctionne, et il faut que tout le monde participe au projet, dès le départ. L'innovation est un pipeline, n'est-ce pas? Vos partenaires créent l'ouverture. Vous voulez avoir les meilleurs partenaires possibles et le plus gros tuyau possible pour faire passer le plus de choses possibles.

● (1555)

Par exemple, nous travaillons avec Campbell's Soup pour créer des champignons sains. Campbell's Soup s'intéresse à une nutrition positive. Campbell's Soup nourrit beaucoup de monde. Elle bénéficie d'une pénétration énorme du marché. Si vous voulez modifier le bilan de santé du pays, vous devriez peut-être amener Campbell's Soup à fournir des aliments plus sains à la population. C'est tout: diversité alimentaire et exploitation des occasions.

Le Canada a changé au cours des 50 dernières années, il suffit de jeter un coup d'oeil sur le pays pour s'en rendre compte. Nous accueillons 1,1 million d'immigrants tous les cinq ans. Ils viennent essentiellement à Montréal, Toronto et Vancouver. Ce sont essentiellement des Chinois, des Indiens, des Philippins et des Afro-Caribéens. Depuis tout le temps qu'ils viennent au Canada, ils n'obtiennent pas les légumes qu'ils veulent. Nous leur fournissons donc des légumes importés qui coûtent des centaines de millions de dollars par an. Tout ce que nous avons essayé de faire, c'est de leur apprendre à manger des navets mais ils n'aiment pas ça.

Nous avons donc lancé un projet, très simple. Nous sommes allés leur demander ce qu'ils veulent. Il en est sorti une liste et, de cette liste est sortie une expérience. Nous pouvons cultiver beaucoup de ces légumes. En Ontario, nous avons certainement un merveilleux climat. Nous avons un marché énorme de l'autre côté du lac mais il faut rassembler les gens qui veulent acheter ces choses. Il faut comprendre ce qu'ils veulent. Il faut de l'épicerie de détail, il faut de la distribution, il faut de la science, et il faut des cultivateurs. Que se passe-t-il? En deux ans, vous avez les légumes dans les épicereries. Ça ne tombe pas dans la roue de la recherche fondamentale. Il faut beaucoup de temps avant que les choses arrivent.

Je termine sur plusieurs choses qui me semblent importantes. J'en ai vu certaines dans la stratégie Cultivons l'avenir.

Prenez l'investissement dans des stratégies sectorielles et sous-sectorielles. C'est difficile d'essayer de travailler avec des organisations de producteurs ou avec des industries qui ne savent pas ce qu'elles veulent faire. Je pense qu'un élément important du programme est que ces choses-là deviennent virtuellement une exigence. Si vous n'avez pas de stratégie, je n'investirai pas chez vous. Je veux savoir comment vous voyez votre avenir. Les producteurs de légumes en serre sont un bon exemple. Ils cultivent des légumes en serre pendant seulement neuf mois de l'année et ils veulent cultiver des légumes en serre pendant 12 mois de l'année. C'est une stratégie simple et, si vous êtes chercheur, vous pouvez immédiatement commencer à résoudre ce problème car vous savez de quoi il s'agit. Il s'agit d'énergie, de lumière, de variétés, et vous pouvez immédiatement vous attaquer au problème.

Il faut exiger de l'innovation sur toute la table de valeur. Il ne faut pas seulement suggérer, il faut exiger car, si on ne peut pas voir l'aboutissement, pourquoi le faire?

Il faut favoriser une meilleure productivité. En horticulture, la main-d'oeuvre coûte très cher. Nous produisons essentiellement des emplois que personne ne veut. Nous devons automatiser. Je pense que nous devons nous focaliser sur la force que nous avons dans notre économie et l'appliquer à l'agriculture.

Nous devons innover plus rapidement. C'est très simple: toujours plus vite est aujourd'hui la nouvelle norme. Nous devons rattraper les autres sinon nous resterons sur le carreau.

Il faut bâtir un nouveau système d'innovation. L'ancien système est fragmenté, surtout dans le secteur où je travaille. Comme on est passé de plus de 1 000 scientifiques à juste un peu plus de 400, il y a beaucoup de trous dans le système. On peut le constater partout, que ce soit dans les universités, dans le système de recherche du gouvernement ou dans les systèmes d'extension. Comment régler ça? Il nous faut un nouveau système. Il nous faut un système focalisé sur les parties prenantes, un système reliant toutes ces pièces ensemble.

Ensuite, il faut payer ce que ça coûte. C'est un problème pour une organisation comme la nôtre: tout le monde veut tirer profit de tous les autres dans le monde de la recherche. Ce n'est pas possible. Si vous voulez de nouvelles organisations et de nouvelles organisations focalisées, vous devez payer ce que ça coûte.

Voilà, je vais en rester là. Merci de votre attention.

Le vice-président (M. Frank Valeriot): Merci, monsieur Brandle.

Monsieur Charlebois.

M. Sylvain Charlebois (doyen associé de la recherche et études supérieures, College of Management and Economics, University of Guelph, à titre personnel): Merci, monsieur le président.

Je tiens à remercier le comité de m'avoir invité à m'exprimer aujourd'hui. Je suis très satisfait de ce que mes collègues ont dit jusqu'à présent. Je pense que le débat sera intéressant.

Le monde de l'alimentation change très vite, nationalement et internationalement. La sécurité alimentaire est une question cruciale, pas seulement pour les marchés émergents mais aussi pour un nombre croissant de Canadiens qui sont dans l'insécurité alimentaire. Beaucoup de gens dans le monde, y compris beaucoup de Canadiens, vivront avec un revenu fixe pendant les années à venir. La hausse du prix des aliments et la récession économique mondiale font que consommer trois repas sains par jour est malheureusement difficile pour bien des gens.

La pérennité de la production agricole n'est absolument pas garantie. En particulier, la protection du sol et de l'eau, ressources précieuses, reste menacée dans le monde entier. Le changement climatique a une incidence profonde sur les systèmes alimentaires mondiaux. Pour l'avenir, il sera crucial de bien comprendre les deux bouts de la chaîne alimentaire, surtout dans le contexte de l'innovation et des biotechnologies.

L'authenticité et la provenance des aliments ont été entamées par des demandes mondialisantes qui menacent les cultures alimentaires en développement et anciennes ainsi que les choix des consommateurs du monde entier. Bon nombre de consommateurs s'inquiètent et réagissent à un phénomène à peine compréhensible.

Voilà pourquoi nous avons constaté une granulation ou fragmentation grave de la demande du marché. Les produits biologiques, les produits du commerce équitable, le régime des 100 milles et le traitement éthique des animaux ont tous connus beaucoup de succès sur le marché au cours des cinq à 10 dernières années. Et qui pourrait critiquer cette réponse variée aux demandes du consommateur? La relation de confiance entre l'industrie alimentaire et le consommateur s'étiole peu à peu dans l'esprit de beaucoup de consommateurs. Dans notre pays, l'innovation agricole a pendant longtemps été axée sur l'offre. Les consommateurs ont à peine fait partie de l'équation systémique dans l'évaluation des risques et des perceptions.

La biotechnologie, notamment l'arrivée des OGM dans nos assiettes dans les années 1990, en est l'un des nombreux exemples au Canada. Pendant des années, l'industrie de la biotechnologie a été obsédée par l'idée de vendre des semences génétiquement modifiées aux agriculteurs, sans éduquer les consommateurs. On a mis la charrue avant les boeufs. Il n'existe aucune preuve que les aliments produits avec des ingrédients génétiquement modifiés constituent un danger notable pour la santé des Canadiens mais beaucoup de gens le croient.

L'innovation devrait donc aussi signifier la sensibilisation et l'éducation du public, et je crois que les universités, les gouvernements et l'industrie ont un rôle commun à jouer à cet égard. De ce fait, Cultivons l'avenir 2 devrait inciter les universités, les gouvernements et l'industrie à faire ce qui suit.

Premièrement, encourager les partenaires, les parties prenantes et les communautés à créer une vraie relation entre l'industrie et les consommateurs — ceux qui achètent les aliments au bout du compte.

Deuxièmement, créer un portail fonctionnel unique sur les ressources d'information alimentaire et les réseaux de recherche, comprenant les agriculteurs et les consommateurs et leur permettant de mieux comprendre et apprécier les risques longitudinaux.

Troisièmement, tirer parti de l'engagement du public avec la propriété intellectuelle dans notre pays et célébrer réellement l'innovation, afin de bien comprendre ce que signifie l'innovation et ce que signifie la propriété intellectuelle. En tant que Canadiens, nous devrions embrasser la nouvelle propriété intellectuelle de la biotechnologie. En tant que nation, je le crains, nous ne valorisons pas actuellement la propriété intellectuelle, notamment en agriculture et en alimentation.

• (1600)

Des changements profonds se sont produits depuis les années 1990 en ce qui concerne les sources de financement de la recherche et du développement, les opportunités en sciences, les droits de la propriété intellectuelle et les nouvelles technologies. Certains ont de profondes répercussions sociales. Comme je l'ai dit, puisqu'on a rencontré de la résistance chez le consommateur, on devrait se pencher sérieusement sur les liens entre le public et le privé et sur leur importance pour générer de la valeur pour l'agriculture, l'alimentation, et la recherche et le développement. Une proposition de valeur claire devrait être définie pour permettre aux consommateurs d'embrasser, de valoriser et de célébrer l'innovation et la propriété intellectuelle générées dans notre pays.

Le Canada a la réputation d'être un pays capable de concevoir et de créer beaucoup de bonnes choses mais pas de les vendre. Ça semble toujours être un problème chez nous. Sans cela, il nous sera difficile d'obtenir l'adhésion voulue du consommateur et de relever efficacement et adéquatement les défis mondiaux en agriculture qui exigeront des biotechnologies innovantes.

Merci, monsieur le président.

• (1605)

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Il vous reste quatre minutes mais c'est parfait.

M. Sylvain Charlebois: J'attends avec beaucoup d'intérêt la discussion avec les membres du comité.

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Moi aussi.

Ces exposés étaient extrêmement enrichissants et éclairants. Nous en sommes très heureux.

Nous allons ouvrir la période des questions avec Mme Papillon.

[Français]

Mme Annick Papillon (Québec, NPD): Tout d'abord, j'aimerais vous remercier de vous être déplacés. Vos propos étaient vraiment très intéressants, à tous points de vue.

On a beaucoup parlé de l'importance d'investir dans l'innovation et dans la recherche, en particulier. On a aussi parlé de ce problème qu'on ne vit pas qu'en agriculture, la question du transfert des connaissances aux résultats, comme l'expliquait M. Miville.

Je me demandais si chacun de vous pensiez à des pistes de solution pour nous permettre d'investir dans des connaissances qui mèneraient à des résultats plus rapidement.

On peut peut-être commencer par M. Miville.

M. Claude Miville: En ce qui a trait aux pistes de solution, il est important que l'industrie puisse se mobiliser autour d'objectifs clairs. Il faut donc une planification stratégique et définir où l'on veut aller. Il faut mobiliser les chercheurs pour faire les percées dont nous avons besoin.

L'industrie est mobilisée, mais il faut s'attarder au type de résultats de recherche, parce que les résultats de recherche ne se transfèrent pas de la même façon. Si on met au point un nouveau vaccin ou un

produit destiné à l'alimentation animale, il y a propriété intellectuelle et des redevances sont versées. Un contrat est signé et une licence est accordée. Ce type de transfert peut se faire rapidement, si tout est clair sur le plan de la propriété intellectuelle et que les mécanismes d'approbation et la réglementation facilitent les choses.

Il y a d'autres types d'innovations qui ne génèrent pas immédiatement de bénéfices commercialisables pour un vendeur d'intrants ou de produits. Là, les stratégies sont différentes.

Aussi, dès qu'on s'entend sur une orientation de recherche et sur les résultats qu'on veut obtenir, il faut mettre directement sur pied nos stratégies de transfert pour s'assurer de pouvoir les récupérer au maximum.

Pour cela, il n'y a pas de réponse unique. Cependant, il faut une mobilisation des partenaires. Il faut des gens autour de la table qui seront capables de générer ces connaissances — les scientifiques — et aussi des gens qui savent comment les transférer rapidement et qui connaissent les outils dont on a besoin.

Cela ne peut se faire que s'il y a un partage d'information dans le cadre d'une structure, si la communication est bonne entre différents partenaires et si les gens sont assis autour de la même table.

C'est ce qu'on réussit à faire avec une approche de grappes scientifiques, à mon sens. Cela facilite la recherche.

Mme Annick Papillon: Je saisis la balle au bond. J'aimerais que vous me parliez du cadre stratégique intitulé Cultivons l'avenir. Vous sembleriez dire que c'était très bon pour vous. Par contre, avez-vous quelques petites critiques à formuler?

M. Claude Miville: Les critiques que l'on pourrait émettre seraient à l'égard de tous les nouveaux programmes qui sont mis en oeuvre, en ce sens qu'il y a un apprentissage des normes, des règles. Ça vient avec le temps. Les résultats qu'on a réussi à atteindre et le potentiel qu'offre cet outil sont ce qui compte avant tout. Il n'y pas, à proprement parler, de critiques sur la mécanique. Je suis convaincu que l'expérience va faire en sorte que les ajustements mineurs seront apportés. L'important est qu'on profite du momentum. Il y a eu une adhésion passablement intéressante, donc un partage. On a mis en communication le Centre de développement du porc du Québec inc. et le Prairie Swine Centre. Ces deux organisations se sont aperçues qu'elles étaient complémentaires et se renforçaient l'une l'autre. Ce qu'il faut souligner, c'est qu'on ne se connaît pas.

Les chercheurs d'Agriculture et Agroalimentaire Canada ont accès à des programmes de recherche propres à Agriculture et Agroalimentaire Canada. En revanche, avec une grappe scientifique, on fait éclater les modèles de financement traditionnels. On amène ces gens à penser différemment et à partager l'information. On est à la recherche de solutions, ce qui implique que plusieurs intervenants se réunissent autour d'une table dans ce but.

Bref, le programme que je vous mentionnais a du potentiel. Pour profiter au maximum de la lancée, il faut maintenir la continuité. Par contre, il faut disposer de fonds beaucoup plus importants, de façon à pouvoir répondre à la demande qui a été suscitée.

• (1610)

Mme Annick Papillon: C'est très bien. Merci.

[Traduction]

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Votre temps de parole est écoulé. Merci.

Monsieur Lemieux.

M. Pierre Lemieux (Glengarry—Prescott—Russell, PCC): Je vous remercie d'abord de votre présence, surtout à si court préavis. Le comité est toujours confronté à ce dilemme: il veut entamer rapidement ses séances publiques mais, bien sûr, cela signifie que les premiers invités reçoivent peu de préavis. Je vous remercie d'avoir répondu à l'invitation.

Le thème de l'étude est très important.

J'ai eu le privilège d'assister à la réunion du conseil d'administration de la grappe porcine il y a moins d'un mois. J'ai eu la chance de rencontrer Claude et de participer aux discussions.

J'ai beaucoup apprécié vos remarques, c'est-à-dire que vous avez constaté que le système des grappes, même s'il est nouveau, offre de nombreux avantages dans la mesure où il semble intégrer de nombreux aspects différents des atouts scientifiques et de l'innovation de l'ensemble du pays, ce qui fait qu'il y a moins de cloisonnement et plus d'efforts de collaboration.

Je voulais aborder cette question avec vous, Claude, et peut-être pourriez-vous me donner des précisions. En matière d'améliorations pour le futur, vous pourriez peut-être nous parler un peu plus de certaines des choses qui vous plaisent vraiment en ce qui concerne la manière dont les choses fonctionnent maintenant, et vous pourriez peut-être aussi nous donner des précisions sur certains des changements potentiels que vous recommanderiez pour Cultivons l'avenir 2.

M. Claude Miville: Merci beaucoup.

Je recommanderais d'abord plus de flexibilité dans ce programme.

Ce qui est important pour nous, dans notre secteur, c'est d'élaborer un portefeuille de projets ou de recherches avec certaines recherches à très court terme dont nous avons besoin pour résoudre certains problèmes très précis. Nous avons aussi besoin d'une vision à long terme de façon à pouvoir faire de la recherche qui produira des résultats à plus longue échéance.

Nous pourrions avoir cette flexibilité. Par exemple, un programme de trois ans était en réalité un programme de cinq ans parce qu'il avait fallu un an ou plus pour en dresser les plans et le préparer. La prochaine phase durera cinq ans. Nous pensons que ce sera peut-être cinq ans ou sept ans.

Ce qui serait intéressant serait que, quand vous signez une entente avec une grappe, vous puissiez dire: « Vous pouvez utiliser 60 p. 100 ou 75 p. 100 de vos fonds pour des projets qui sont déjà très bien définis ». Au cours d'un programme, avant deux, trois ou quatre ans, il serait peut-être beaucoup plus efficace de pouvoir réorienter une partie de ces fonds pour faire de la recherche sur quelque chose de nouveau et de très intéressant si l'occasion s'en présentait.

Ce qui compte, c'est d'avoir plus de flexibilité entre les grappes, et aussi de mettre plus l'accent sur le transfert, car nous savons qu'il faut du temps pour obtenir des résultats de la recherche. Il faut aussi du temps pour être certain qu'on est efficace dans son utilisation. Nous devons l'utiliser le plus rapidement possible, et c'est ce que permettrait ce genre de flexibilité. Finalement, cela permettrait un usage meilleur et plus efficace de l'argent que nous attendons du Parlement, d'autant plus qu'il s'agit d'argent public. Il s'agit aussi d'argent privé. Nous avons beaucoup de partenaires privés qui investissent avec nous dans ça.

● (1615)

M. Pierre Lemieux: Pourriez-vous m'expliquer quelque chose? Tout d'abord, cela montre qu'il y a un partenariat entre les intérêts et financements publics et privés. Expliquez-moi cependant comment la grappe gère l'argent qu'elle reçoit. Elle reçoit des deniers publics et aussi des fonds privés. Vous voyez un projet qui vous plaît et que vous aimeriez financer. C'est un projet pluriannuel parce qu'il s'agit de science et d'innovation, ou peut-être à longue échéance. Est-ce que les coûts sont partagés dès le départ, jusqu'à la fin? Avez-vous la possibilité de dire que votre budget global est d'un certain montant et que vous allez y consacrer telle ou telle somme? Avez-vous actuellement la souplesse voulue pour dire, par exemple, qu'une occasion est apparue durant la troisième année du programme et que vous voulez financer ce genre de recherche-là? Cela vous est-il possible actuellement?

M. Claude Miville: Non. En fait, quand nous avons fait notre premier exercice, nous avons invité toute la collectivité scientifique à faire des propositions et nous en avons reçu plus de 50. Après examen, nous en avons retenu 14. Nous avons soumis les propositions à un organisme scientifique consultatif composé de scientifiques n'ayant rien à voir avec les projets considérés, et c'est cet organisme qui nous a dit que tel ou tel projet est intéressant, ou que le risque est plus élevé, ou que les bienfaits seront moindres et que nous devrions faire autre chose.

Nous présentons toutes nos demandes de propositions ou de projets à AAAC, et c'est notre organisme scientifique consultatif qui nous a dit que nous devrions peut-être faire un autre appel de propositions pour ajouter d'autres projets pouvant être plus intéressants. Nous avons donc dit à cet organisme: « Très bien, nous apprécions beaucoup vos commentaires et nous allons peut-être essayer de faire cela ». Par contre, quand nous avons essayé, on nous a dit: « Désolé, les gars, vous avez soumis une proposition avec ces 14 projets et vous ne pouvez rien faire d'autre ».

M. Pierre Lemieux: Était-ce parce que vous aviez utilisé tous les fonds disponibles?

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Je suis désolé, monsieur Lemieux, votre temps de parole est écoulé.

Je vais céder la présidence à M. Lobb car j'aimerais moi aussi poser quelques questions.

M'autorisez-vous à rester à ma place pour poser la question?

Une voix: Oui, restez où vous êtes.

M. Alex Atamanenko (Colombie-Britannique-Southern Interior, NPĐ): André les posera à votre place.

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Très bien. Merci.

Je vais prendre le problème par l'autre bout. Comme d'autres membres du comité, j'ai eu l'occasion d'aller un peu partout au Canada visiter des centres de recherche. Durant l'été, j'ai eu l'occasion de parler à beaucoup de gens à Guelph, dans les grappes et à l'université. Je sais parfaitement qu'on réalise actuellement de merveilleux projets de recherche et d'innovation, mais une bonne partie de notre innovation est exportée. Ce qui m'inquiète, c'est la commercialisation, la transformation de toutes ces merveilleuses idées en produits et en emplois, et leur vente ici même, au Canada. Nous n'avons tout simplement pas l'argent pour faire ça.

Cela m'a amené à penser à des choses telles que les actions accréditatives et d'autres incitatifs que le gouvernement pourrait introduire pour produire l'étincelle dont l'industrie a besoin. Je me demande, monsieur Charlebois, si vous pourriez nous parler de cela, de la commercialisation.

M. Sylvain Charlebois: Je ne pense pas nécessairement que nous manquons d'argent. Nous manquons simplement de volonté. Si nous agissons correctement, nous produirons encore plus de croissance et de richesse pour appuyer l'industrie. Si nous parvenons à relier correctement l'offre et la demande, nous produirons la croissance dont nous avons besoin pour rendre notre économie agricole plus prospère.

Je reviens sur ma remarque concernant la propriété intellectuelle car je ne pense pas, au Canada, que nous comprenions vraiment ce que ça veut dire. Je sais que PotashCorp a fait l'objet d'une offre d'achat hostile de BHP Billiton il y a quelques mois et que le gouvernement avait alors jugé que c'était un actif stratégique. Il s'agissait cependant de potasse qui n'allait certainement pas s'échapper du Canada. Elle allait rester ici, alors que d'autres entreprises ont été achetées avec des licences. En ce moment même, RIM, qui est proche de Guelph, possède des brevets et bien des gens craignent que ce savoir soit acheté par une entreprise d'un autre pays. Je ne pense pas que nous saisissons bien la valeur réelle de la propriété intellectuelle.

Je partage certainement votre avis sur la commercialisation. Au Canada, nous ne savons pas vendre. Nous essayons toujours d'adopter une vision de l'offre pour commercialiser alors que nous devrions relier les deux.

• (1620)

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Dans ce cas, quelle est la solution pour la commercialisation, à votre avis?

M. Sylvain Charlebois: Je crois que la solution consiste à reproduire le modèle de Vineland, mais dans la totalité du secteur, pas seulement en horticulture. Je suis allé à Vineland. Je pense que c'est un modèle qui fonctionne bien et qu'on devrait élargir.

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Très bien.

Monsieur Brandle.

M. Jim Brandle: Je suis d'accord.

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Il y a à Guelph un centre de l'innovation qui vient d'ouvrir et je sais que bien des remarques que j'ai entendues, par exemple de Dave Smardon à Bioentreprise.... Je ne veux pas vous contredire mais les gens ont peur d'investir. Vous avez raison, il y a de l'argent mais il ne semble pas y avoir d'incitation à investir ou de modèles par lesquels des personnes privées comme moi-même voudraient avoir l'occasion d'investir dans toute cette belle innovation.

Qu'en pensez-vous, monsieur Brandle?

M. Jim Brandle: Je pense que le succès engendre le succès, bien sûr. Il faut assurer la confiance. Il faut avoir des systèmes qui annulent le risque, d'une certaine manière.

Je pense que c'est aussi essentiellement un manque d'investissement, rien que pour parler de la valeur qui est enfermée dans la tour d'ivoire. Le Conference Board nous a donné un D en innovation, et c'est parce que nous sommes excellents en science mais mauvais en application de la science. Or, cette application est cruciale pour combler l'écart. Il n'y a pas de substitut. Donc, une partie de la solution pour innover plus vite est le problème des à-coups.

Je suis un scientifique fondamental. J'invente quelque chose. Je rédige un manuscrit, il est publié et je retourne dans mon laboratoire. Il n'y a rien de mal à ça. C'est mon travail. Mais nous n'avons pas de systèmes et d'organisations qui peuvent prendre le relais, qui sont à la recherche des opportunités et qui peuvent se charger de l'étape

suivante. Dans bien des cas, cette innovation n'est pas encore prête pour le commerce. Elle n'est pas encore prête pour l'investissement.

Il y a d'autres étapes entre les deux et c'est là qu'il y a un gouffre. Si vous travaillez dans un système strictement public où le navire de tout le monde flotte et où vous donnez les choses, c'est très facile mais, être stratégique au sujet de l'innovation exige beaucoup plus de réflexion, et je pense que ce qui nous manque, ce sont des organisations situées comme nous le sommes dans cet espace entre la recherche en amont et la prise de relais, que ce soit à la sortie de la ferme ou dans l'épicerie ou votre frigo. La pièce manquante, dans le système, c'est le lien entre la recherche et l'innovation.

L'innovation, c'est l'acte de faire quelque chose avec le résultat d'une recherche. C'est une invention mise en pratique, et c'est à ce niveau que nous devrions investir le plus, à mon avis, et devenir meilleurs. Lorsque nous avions un système qui fonctionnait très bien de cette manière, dans les années 1880, tout le pipeline existait. Il existe encore dans beaucoup de nos programmes d'amélioration des plantes mais pas ailleurs.

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Très bien. Merci. Mon temps de parole est terminé.

Monsieur Zimmer.

M. Bob Zimmer (Prince George—Peace River, PCC): Je veux poser une question à M. Charlebois. Vous avez mentionné vos trois éléments et avez parlé de « vraie relation ». Que vouliez-vous dire?

J'ai trois questions à vous poser. Voulez-vous que je les pose toutes maintenant?

M. Sylvain Charlebois: Vraie relation... relation veut dire compréhension. Les agriculteurs essayent-ils de mieux comprendre les consommateurs? Ils ne le font pas assez. J'ai rencontré des agriculteurs de tout le pays, j'ai fait partie de comités, et les commentaires que j'entends sont parfois très rétrogrades.

Nous sommes dans une économie de marché. Nous sommes dans une économie mondiale. C'est la réalité. Nous devons l'accepter. Nous devons déterminer quel est notre avantage compétitif, comme nation, en agriculture et en alimentation. Je ne pense pas que nous ayons encore eu cette discussion.

L'une des choses que je recommanderais au sujet de Cultivons l'avenir 2 serait de mieux définir ce qu'est cet avantage compétitif de notre nation. Allons-nous devoir choisir à un certain moment? Quelles sont les industries que nous voulons favoriser et appuyer? Je pense que nous devrions en débattre car nous ne pouvons pas être bons dans tout.

M. Bob Zimmer: Je comprends maintenant.

Vous avez également donné un exemple négatif. Vous avez parlé de l'incidence du changement climatique sur notre approvisionnement alimentaire. Pourriez-vous nous en donner un exemple ou deux?

• (1625)

M. Sylvain Charlebois: Je n'ai pas dit que c'était négatif. J'ai seulement parlé de changements.

M. Bob Zimmer: Quelle serait l'incidence du changement climatique global sur notre approvisionnement alimentaire? Avez-vous un exemple ou deux à ce sujet?

M. Sylvain Charlebois: L'irrigation est certainement un exemple évident. Dans l'Ouest, dans les Prairies, il y a évidemment des problèmes d'eau. Le climat est un facteur qui affecte les récoltes et les rendements depuis 10 ou 20 ans. Cette tendance va continuer.

Le changement climatique offre également certaines opportunités. Nous aurons de plus en plus de terres pour cultiver des fruits, des légumes et du vin. On met actuellement au point différents produits parce que le climat est plus favorable à ce genre de denrées. On ne pouvait pas les mettre au point il y a 50 ans.

Nous devons nous demander comment cela influera sur notre pays qui est axé sur le commerce international.

Nous faisons du commerce. La majorité de nos dollars est basée sur le commerce. Il faut l'accepter. Que pouvons-nous vendre à l'étranger qui permettrait à nos agriculteurs de bien vivre? Je soupçonne qu'il y a dans beaucoup de secteurs différents des facteurs reliés au climat qui peuvent être favorables ou non à leur positionnement.

M. Bob Zimmer: Me reste-t-il du temps?

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Oui.

M. Sylvain Charlebois: J'essaye d'être aussi bref que possible dans mes réponses.

M. Bob Zimmer: J'ai une question pour M. Brandle. C'est un sujet dont nous avons déjà parlé. D'après vous, quel devrait être le rôle du gouvernement, et notre rôle ici, au comité, pour que tout ça marche mieux? Vous avez dit qu'il y a un décalage entre le scientifique et l'agriculteur ou le consommateur.

M. Jim Brandle: Surtout le consommateur.

M. Bob Zimmer: C'est bien beau de dire que c'est un problème mais comment pourrait-on le régler, à votre avis?

M. Jim Brandle: Comme c'est vous qui tenez les cordons de la bourse, il s'agit seulement de savoir comment vous structurez les programmes. Vous devez insister sur la connexion. C'est comme insister sur une stratégie: si vous n'avez pas de stratégie, je ne pense pas que nous puissions réellement financer votre programme. Nous ne savons pas vraiment ce que vous voulez faire.

Dans ces programmes, vous pouvez dire que, si vous ne pouvez pas voir un Canadien acheter ce produit, ou un marché d'exportation, ou quoi que ce soit, vous allez remettre les programmes en question. Ça ne doit pas être symbolique, ça doit être de vraies relations tout le long de la chaîne de valeur. Vous le faites en exigeant que ce soit un élément du programme. Vous allez le financer, vous allez mettre toutes les pièces ensemble pour pouvoir mesurer un résultat.

Le vice-président (M. Frank Valeriote): C'est tout pour vous.

Monsieur Atamanenko.

[Français]

M. Alex Atamanenko: Bonjour. Je vous remercie d'être parmi nous aujourd'hui.

Ma première question s'adresse à M. Charlebois.

[Traduction]

Vous avez parlé de sécurité alimentaire et d'OGM et, comme vous le savez probablement, j'ai un peu travaillé dans ce domaine et fait un peu de recherche. Vous avez dit qu'il n'y a aucune preuve de danger pour la santé des Canadiens. Toutefois, pendant mes recherches, j'ai trouvé des études, par exemple du professeur Seralini de France qui a fait certaines recherches sur le maïs de Monsanto avec des rats et a trouvé certains troubles du foie. Il y a apparemment eu certains procès. Il aurait apparemment obtenu récemment l'accès à des informations et constaté que certaines des recherches de Monsanto étaient fautives.

Il y a certains articles et certaines personnes qui disent qu'il n'y a pas de recherche vraiment indépendante. Bien souvent, elle émane de la société et est acceptée telle quelle par le gouvernement.

Devrions-nous appliquer un principe de précaution? Autrement dit, si des études de ce genre surgissent un peu partout dans le monde, nos autorités, ainsi que nos universités et d'autres organisations, ne devraient-elles pas mener des études vraiment indépendantes pour dire une fois pour toutes si c'est bon ou mauvais?

Ma deuxième question concerne Enviropig. Je ne veux pas monopoliser la parole mais je souhaite interroger M. Brandle à ce sujet. Il semble y avoir une demande du consommateur. Il semble que certains agriculteurs risquent d'être touchés par cela. Quelles études avez-vous faites sur la santé et Enviropig?

• (1630)

M. Sylvain Charlebois: Je ne suis pas sûr de bien comprendre la première question mais je vais faire de mon mieux pour répondre.

En ce qui concerne la recherche scientifique sur les OGM, il n'y a encore aucune preuve incontestable qu'ils constituent vraiment un risque pour le consommateur canadien. Il y a eu toutes sortes d'études dans les deux sens. J'en ai lu certaines, tout comme vous, à l'évidence. Cela ne veut pas dire que nous ne devrions pas être transparents à ce sujet, mais je reviens à ma remarque sur le fait qu'on ne doit pas prendre les consommateurs par surprise. Quand on a dit aux gens que certains des produits qu'ils consommaient provenaient de cultures génétiquement modifiées, on a d'un seul coup entendu parler d'aliments à la Frankenstein et d'autres choses de ce genre. On ne devrait pas s'étonner de cette réaction.

C'est la même chose avec le débat sur les gras trans. Pendant 30 ans, on a mis des gras trans dans les aliments que les consommateurs achetaient sans le leur dire. Ça présentait un risque pour la santé et, en fin de compte, évidemment, on a adopté des politiques sévères pour s'en débarrasser.

C'est donc toujours en réaction, mais c'est souvent impulsé par l'offre. Je pense que nous devons nous assurer qu'il y a une meilleure connexion entre les deux afin de ne jamais nous retrouver dans la même situation.

Ce qui est mis en cause ici, c'est la confiance du consommateur qui s'étiole peu à peu. Nous menons certaines études à Guelph. Les gens font encore confiance à notre chaîne d'approvisionnement, mais de moins en moins. La vache folle, Maple Leaf, les gras trans, le sodium, ça n'en finit plus. Puis il y aura de situations de ce genre, plus les consommateurs commenceront à poser certaines questions difficiles auxquelles l'industrie ou le gouvernement risquent de ne pas pouvoir répondre.

Au sujet d'Enviropig, je connais les gens qui participent au projet mais je n'y ai pas contribué directement.

Claude, voulez-vous répondre à la question?

M. Claude Miville: Non, vous en savez plus que moi sur cet Enviropig.

Des voix: Oh!

M. Claude Miville: Vous êtes à l'Université de Guelph.

M. Alex Atamanenko: Malheureusement, messieurs, je n'ai que cinq minutes et je vais donc maintenant passer à M. Brandle. Merci, cependant.

Monsieur Brandle, vous avez dit que nous allons perdre une génération de pomiculteurs et que nous avons besoin de plus d'innovation. L'an dernier, certains d'entre nous faisaient partie d'un comité qui est allé dans l'Okanagan, en Colombie-Britannique. Nous avons parlé à des fruiticulteurs qui nous ont dit que la raison pour laquelle nous perdons une génération d'agriculteurs est que nous n'avons pas de marché. Nous n'avons pas de marché parce que nous faisons un peu n'importe quoi. Nous cultivons toutes sortes de nouvelles variétés. Les Américains, par contre, investissent dans leur secteur de la pomme et envoient leurs pommes chez nous.

Nos gars ne peuvent pas leur faire concurrence. C'est aussi simple que ça.

L'an dernier, lors d'un banquet de la Fédération de l'agriculture, j'étais assis à côté d'un des administrateurs qui est probablement le plus gros producteur de brocolis en Ontario. Il m'a dit qu'il fait de bonnes affaires lorsqu'il y a sécheresse aux États-Unis. Il n'a de bonne année que lorsqu'ils en ont une mauvaise.

Le commerce entre-t-il en jeu ici? Comment maintenons-nous l'accès aux marchés pour des produits comme le canola, et comment pouvons-nous vendre plus tout en protégeant ceux du secteur de l'horticulture?

M. Jim Brandle: Il se peut que le problème de fond soit plus complexe qu'une simple question de commerce. Le commerce est un bouc émissaire facile mais est-ce que le système de production est le mieux aiguë et le plus efficace au monde? Cultive-t-on les bonnes variétés? En choisissant telle ou telle variété, a-t-on demandé aux consommateurs ce qu'ils veulent? Comment sait-on qu'on cultive les bonnes variétés si l'on n'a jamais posé ces questions?

Donc, je crois que c'est un peu plus complexe. C'est tout un système qui est en cause, pas seulement le commerce. Le commerce est un problème mais, quand on parle de coût de production et d'efficacité de la production, je pense que nous sommes aussi bons que n'importe qui. Ce n'est donc pas ça, le problème.

Avons-nous pris les bonnes décisions? Avons-nous la bonne pomme au bon prix? Je ne suis pas si sûr que...

Le commerce est peut-être un facteur mais je pense qu'il y en a d'autres dans le système qui sont tout aussi problématiques. Les gens aiment acheter des pommes canadiennes, des pommes locales. Ça vaut de l'argent. Nous pourrions demander plus pour nos pommes chez nous si nous savions les commercialiser correctement. Donc, je pense que c'est un peu plus compliqué qu'une simple question de commerce.

Cela dit, je suis pas non plus un expert en la matière. C'est juste mon instinct et nous savons tous que l'instinct peut être trompeur.

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Merci, monsieur Brandle.

Monsieur Payne.

M. LaVar Payne (Medicine Hat, PCC): Merci, monsieur le président.

Je remercie d'abord les témoins de leur présence aujourd'hui. Comme l'a dit mon collègue, votre préavis a été très court et nous sommes donc très heureux que vous ayez pu venir.

Monsieur Miville, je voudrais revenir sur ce que vous avez dit au sujet des grappes de recherche. Vous avez dit en particulier que vous aviez 14 projets. Pourriez-vous nous donner des précisions sur quelques-uns en nous disant de quoi il s'agissait, quels ont été les résultats et, éventuellement, quelles difficultés sont apparues durant leur réalisation?

•(1635)

M. Claude Miville: Merci beaucoup.

Je ne peux pas dire que ce sera un succès. Ce qui est important, c'est que nous avons choisi ces projets parce que nous pensions que certains pourraient être révolutionnaires. Par exemple, l'un d'entre concerne un système d'alimentation automatique individuel pour les porcs. On l'utilise déjà un peu pour les vaches mais, avec la technologie que nous avons, nous pensons pouvoir l'utiliser pour les porcs. Si nous réussissons, nous pensons pouvoir réduire le coût de production d'au moins quatre dollars par porc. Nous pensons pouvoir réduire aussi le niveau de phosphore.

[Français]

Je vais continuer en français, si vous me le permettez.

On pense pouvoir faire des gains significatifs sur le plan environnemental, en diminuant de 20 p. 100 à 30 p. 100 les rejets de phosphore et d'azote des porcs. Cela veut dire que l'impact environnemental est majeur. Cependant, il s'agit d'un projet de recherche dont les résultats seront connus dans trois ans. C'est un projet qui peut changer les façons de faire. Le défi que nous aurons, une fois que la faisabilité aura été démontrée, sera de doter nos fermes de ces équipements, afin de commencer à alimenter les porcs individuellement. Il y a donc des coûts rattachés à cela, mais les gains économiques sont majeurs. C'était un exemple.

L'autre exemple porte sur la génomique. Nous savons très bien qu'il y a des progrès fulgurants dans le domaine de la génomique. Il y a ce que nous appelons en anglais des SNPs, soit des *single nucleotide polymorphisms*. Ce sont des parties de gènes identifiables sur des plaquettes. On est en mesure maintenant de prendre 60 000 SNPs sur une plaquette. Or ces outils n'étaient pas disponibles il y a 10 ans. Ils ont été développés pour la médecine humaine et ils sont maintenant utilisés dans le lait. Pour le porc, nous pensons que si nous pouvons faire une preuve de concept, nous réussirons à déterminer la qualité de la viande de porc sur un animal vivant, à partir des SNPs que nous retrouvons sur les gènes. Il ne sera donc pas nécessaire d'abattre un porc pour savoir si sa viande est de qualité. Cela nous permettra d'identifier des porcs qui ont un potentiel très intéressant et qui répondent à des normes de qualité.

Ce sont donc des projets assez importants qui nécessitent des efforts de tout le monde, mais le risque en vaut la chandelle. C'est pour cette raison que nous les avons retenus, et nous espérons que les résultats seront positifs. S'ils le sont, dans trois ans, on va s'atteler à faire la commercialisation ou à s'assurer que nos producteurs seront les premiers à les utiliser.

[Traduction]

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Il vous reste une minute.

M. LaVar Payne: Merci.

Je trouve cela très intéressant.

Je suppose que tous les éleveurs de porcs vous appuient pour ce genre de projet.

[Français]

M. Claude Miville: *Yes, always.* Ce qui est important, c'est que nous demandons d'avoir des partenaires privés associés à nous. Dans ces projets, ce sont soit des associations provinciales de producteurs de porc, soit des éleveurs canadiens de porc de race qui participent au projet de la génétique. Les associations de l'Ouest, de l'Ontario et du Québec participent à cette démarche. Les compagnies de génétique y participent aussi.

Il y a suffisamment de potentiel pour tout le monde pour réussir à intéresser différents partenaires privés de l'industrie. Et c'est ce qui devient intéressant.

• (1640)

[Traduction]

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Merci.

C'est maintenant au tour de Mme Raynault.

[Français]

Mme Francine Raynault (Joliette, NPD): Merci, monsieur le président.

Merci d'avoir accepté notre invitation. Ma question s'adresse à la présidente du Conseil canadien du canola.

J'aimerais ouvrir une petite parenthèse. Ayant été moi-même agricultrice, je sais qu'on dépend beaucoup de la température, du drainage du sol, etc.

En ce qui concerne le canola, vous avez dit plus tôt que c'était la récolte la plus rentable et qu'il y avait beaucoup d'avantages à l'utiliser, même dans la nourriture pour les animaux. Donc, si les animaux sont bien nourris, nous, qui mangeons les animaux, serons en meilleure santé.

Voici ce qui m'inquiète. Étant donné que ce sera une récolte rentable offrant beaucoup d'avantages, serons-nous envahis par les récoltes de canola d'autres pays? Comment allez-vous informer le public des avantages du canola? Allez-vous les indiquer sur les étiquettes? À quoi avez-vous pensé?

[Traduction]

Mme JoAnne Buth: Voulez-vous savoir comment nous faisons la promotion des caractéristiques de la farine de canola?

Nous avons des programmes de promotion en partenariat avec le gouvernement. J'ai parlé du programme Agri-marketing en partenariat avec le gouvernement fédéral. Dans ce programme de partenariat, l'industrie fournit 50 p. 100 des fonds et le gouvernement 50 p. 100 aussi. Nous menons des activités de promotion sur divers marchés de la farine de canola. Nous avons aussi un programme de promotion de l'huile. Par exemple, la majeure partie de notre farine de canola est produite au Canada. Nous n'avons pas un secteur de l'élevage assez vaste pour en consommer la totalité. Une grosse partie est destinée à l'industrie laitière de la Californie, laquelle est parfaitement consciente de sa valeur, c'est-à-dire de l'accroissement de la production de lait quand on donne de la farine de canola aux vaches.

Nous avons fait la même chose au Mexique. Nous ne nous sommes pas concentrés sur l'élevage laitier mais plutôt sur le porc et la volaille. Nous avons fait cela avec des séminaires. Nous venons aussi d'achever récemment des projets de démonstration à assez grande échelle en Chine. C'est à cause de l'accroissement de l'industrie laitière en Chine. Nous essayons de relier les bienfaits de la farine de canola à l'importation de semences de canola canadiennes en Chine. Nous avons un programme de promotion très focalisé en partenariat avec le gouvernement. Nous faisons aussi de la promotion au Canada.

[Français]

Mme Francine Raynault: C'est bien, merci.

Me reste-t-il du temps?

[Traduction]

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Oui.

[Français]

Mme Francine Raynault: Ma prochaine question s'adresse à M. Brandle et porte sur notre souveraineté alimentaire.

Vous avez dit, un peu plus tôt que nous devons aider la compagnie Campbell du Canada à se procurer des aliments plus sains, de meilleurs aliments. Comment pouvons-nous aider cette compagnie, selon vous?

[Traduction]

M. Jim Brandle: La manière dont nous envisageons de faire cela est assez simple. Bien sûr, il n'y a pas qu'un seul type de champignon. Même avec les champignons blancs, dans le groupe des champignons de Paris, il y a littéralement des dizaines de milliers de types différents. Il s'agit simplement de faire le tri afin de trouver le plus nutritif et de s'en servir comme base pour la soupe ou pour d'autres produits. C'est le même concept dans toutes sortes de choses. La valeur nutritive des carottes est très variable. La question est de savoir quel est notre avantage et quelle est la meilleure carotte à cultiver chez nous. Nous cherchons celle qui est la plus nutritive ou celle qui réagit le mieux au climat canadien et devient la plus nutritive. C'est un processus assez simple: faire le tri pour comprendre ce qui existe puis s'en servir comme ingrédient de base.

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Il vous reste assez de temps pour une autre brève question.

[Français]

Mme Francine Raynault: Je vais donc poser une autre question.

Un peu plus tôt, M. Charlebois disait qu'il était difficile pour les gens qui ont un revenu fixe, ou des revenus qui diminuent parce que les pensions ne sont pas indexées au coût de la vie, de se procurer des aliments sains afin de rester en santé.

Comment pourrait-on aider ces gens? Comment voyez-vous cela?

• (1645)

M. Sylvain Charlebois: En fait, la question alimentaire est multidimensionnelle. C'est ce que j'essaie d'expliquer.

Les gens qui ont de la difficulté à joindre les deux bouts doivent payer un loyer, une hypothèque et toutes sortes de choses.

Comme de plus en plus de gens seront à la retraite dans les prochaines années et comme on a de moins en moins d'enfants, la population qui soutient celle qui est à la retraite diminue. La pyramide se renverse donc peu à peu.

L'alimentation va être un enjeu énorme au Canada. Je sais qu'on parle beaucoup d'insécurité alimentaire de par le monde, mais à mon avis, c'est la responsabilité du gouvernement fédéral de considérer une stratégie nationale sur la sécurité alimentaire domestique en raison de ces enjeux.

L'enjeu alimentaire est multidimensionnel.

[Traduction]

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Monsieur Storseth.

M. Brian Storseth (Westlock—St. Paul, PCC): Merci de me donner la parole, monsieur le président. Je pensais que vous alliez m'oublier.

Merci, mesdames et messieurs.

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Je viens de ramener votre temps de parole à trois minutes.

Des voix: Oh!

M. Brian Storseth: Le président serait-il sectaire?

Je viens de la région d'Edmonton où nous avons l'Université de l'Alberta. Il y a beaucoup de biotechnologie à l'Université de l'Alberta.

Il me semble que les partenariats sont essentiels pour faire avancer la biotechnologie. Avez-vous des exemples de partenariats avec l'industrie dans ce secteur, et quelques succès à nous signaler? Le gouvernement a-t-il joué un rôle positif ou négatif pour rehausser cette relation avec l'industrie?

M. Jim Brandle: Je songe à beaucoup d'exemples.

J'en ai un concernant le canola. Ça vous irait?

Mme JoAnne Buth: Je vous corrigerai si vous vous trompez.

M. Jim Brandle: D'accord. Je pensais au consortium des marqueurs. Il existe un consortium pour produire des marqueurs moléculaires pour l'amélioration du canola. De fait, toutes les sociétés en font partie, et je pense que c'est Agriculture Canada qui produit les marqueurs.

Mme JoAnne Buth: Oui, cela concerne la gestion des maladies du canola. Il y a certaines maladies dévastatrices comme la jambe noire. On fait aussi des recherches sur la sclérotiniose en collaboration avec la station de recherche du ministère à Saskatoon, et aussi un partenariat avec l'Institut de biotechnologie des plantes de Saskatoon, qui fait partie du CNRC.

Il s'agit de consortiums de l'industrie. Chacune des sociétés de semences participe au financement, et les marqueurs de SNP sont mis à la disposition de toutes les sociétés. Ce sont des outils de biotechnologie qui permettent aux sociétés d'accroître leurs chances de succès en intégrant ce type de résistance aux maladies à leurs variétés de canola.

M. Brian Storseth: Le canola connaît un succès considérable depuis plusieurs années, notamment dans les Prairies.

Envisage-t-on d'appliquer ce modèle à d'autres secteurs de l'agriculture, à l'agroalimentaire?

M. Jim Brandle: Vous pourriez presque dire que nos efforts d'accroissement de la diversité en sont au tout début pour le canola. On essaye de créer des cultures qui n'existaient pas auparavant. C'est un peu un effort de découverte mais je pense que tout le monde en rêve.

Mme JoAnne Buth: Je crois qu'un des grands succès de l'industrie du canola a été la chaîne de valeur. Jim en a parlé au sujet du centre de recherche de Vineland.

Essentiellement, ce qui a motivé le Conseil canadien du canola et l'industrie du canola a été d'avoir les cultivateurs à la même table que les concepteurs de semences, avec les broyeurs et les exportateurs. Avec toute cette chaîne de valeur autour de la table, essentiellement les broyeurs vendent aux consommateurs. C'est de là que vient le marché. Ils ont une idée de ce que seront les moteurs du marché. Les concepteurs de semences essayent de produire des variétés pour le marché, mais aussi des variétés pour les cultivateurs, et il y a donc ce lien.

Quelqu'un demandait tout à l'heure comment on peut assurer le transfert de la technologie. Le premier facteur est de se concentrer sur ce que cette valeur apportera à l'industrie. Ensuite, il faut qu'il y ait un impact économique. Quoi qu'on fasse, on doit faire une

analyse économique pour permettre à l'industrie en aval d'évaluer s'il y aura donc une demande pour le produit. Il ne servirait à rien de faire de la recherche s'il n'y a aucune demande au bout du compte.

Vous pouvez bien faire de la recherche fondamentale et essayer d'inventer quelque chose mais, quand il s'agit de recherche appliquée et de projets très spécifiques, il est indispensable de rester concentré sur l'impact économique et sur la valeur. Sinon, il n'y aura aucun transfert. Les consommateurs n'en voudront pas. Je pense que c'est un processus assez simple.

• (1650)

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Voulez-vous ajouter quelque chose, monsieur Charlebois?

M. Sylvain Charlebois: Pour ajouter un mot à ce que dit JoAnne au sujet de la recherche, j'ai l'avantage d'être un enseignant, un chercheur, mais aussi un vice-doyen. Je gère plus d'une centaine de chercheurs dans mon collège. Il n'est pas toujours facile d'influer sur les programmes de recherche au collège.

Toutes les universités du Canada font face à la même réalité. Si nous voulons que les chercheurs répondent mieux aux besoins de l'industrie, nous devons faire deux choses: leur fournir des incitatifs, pas seulement sous forme d'argent mais éventuellement aussi sous forme de financement des étudiants de niveau supérieur ou de tout ce qui peut les aider à obtenir la permanence ou une promotion et, en outre, les rendre plus redevables d'une manière ou d'une autre.

À Guelph, nous tenons beaucoup à une initiative destinée à rendre les chercheurs qui travaillent avec l'industrie plus redevables. Une des choses que nous essayons de faire est de concevoir des résultats mesurables, quantitatifs: comment quantifier la performance en fin de compte et vérifier que l'on fournit à l'industrie ce qu'on lui a promis.

M. Brian Storseth: Merci beaucoup.

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Merci, monsieur Storseth.

Monsieur Rousseau.

[Français]

M. Jean Rousseau (Compton—Stanstead, NPD): Je vous remercie d'être présents aujourd'hui.

Ma première question s'adresse à M. Charlebois.

Vous soulevez l'aspect multidimensionnel de la question alimentaire. À votre avis, est-ce que les changements climatiques, tant les occasions qu'ils offrent que les problématiques auxquelles ils vont donner lieu, devraient être pris en considération dans la planification stratégique de la recherche agricole et agroalimentaire au Canada?

À certains endroits au Canada, il y a des concentrations de récoltes. Il va y avoir des migrations; il va se passer quelque chose. Au Québec, il y a trop d'eau au printemps, et ainsi de suite. J'aimerais entendre vos commentaires à ce sujet.

M. Sylvain Charlebois: Oui, assurément. Un des problèmes majeurs est que dans les universités, on constate souvent que le gouvernement fonctionne en silo. Si on doit développer un plan ou un cadre stratégique qui a du sens pour répondre aux besoins de la population, il faut y inclure des concepts comme la santé des gens. En anglais, on parle de *wellness*, soit le bien-être des individus. Il faut aussi tenir compte des changements démographiques, socio-économiques et climatiques. Je ne veux pas parler uniquement du climat: c'est un élément parmi tant d'autres.

En ce qui concerne l'aspect multidimensionnel de la question, ça inclut une multitude d'éléments. Pour ma part, c'est l'économie qui m'inquiète, évidemment. Il y a beaucoup d'incertitude, à l'heure actuelle. Nous observons ce qui se passe aux États-Unis, notre principal partenaire en matière de commerce international, et en Europe. On tarde à trouver des solutions, et pendant ce temps, il y a des gens qui n'ont pas d'emploi. Or il faut les nourrir, ces gens. Tout ça va créer d'autres problèmes qui, à mon avis, devraient être considérés dans le contexte du cadre stratégique.

M. Jean Rousseau: Vous avez dit également qu'on ne pouvait pas être bon dans tous les domaines. C'est d'ailleurs un principe économique vieux d'environ deux siècles. Y a-t-il des choix qu'on devrait faire à l'égard de certains secteurs agroalimentaires ou agricoles?

M. Sylvain Charlebois: Absolument.

Je suis vraiment partisan de l'approche de type filière, qu'on appelle *cluster*, en anglais. Une valeur inconditionnelle y est rattachée. Le Québec a été la première province à l'utiliser. Le gouvernement fédéral a en quelque sorte suivi le modèle québécois. En définitive, c'est ce qui est arrivé et j'en suis heureux. Je pense que, dans le contexte du premier cadre stratégique intitulé *Cultivons l'avenir*, c'était une bonne idée.

Or on ne peut pas plaire à tout le monde, et ce, pour deux raisons. D'abord, on n'en a pas les moyens. Ensuite, pour être concurrentiel et miser sur la croissance économique, il faut absolument octroyer les ressources nécessaires pour qu'une filière se développe. Alors oui, il va falloir faire des choix. On l'a vu dans l'industrie du porc, au Canada. Des sommes considérables ont été investies, en commençant par le Québec, pour maintenir une industrie qui était ni plus ni moins morte. On la maintenait artificiellement en vie alors qu'il aurait fallu prendre des décisions difficiles. Je ne veux pas dire qu'il faut abolir totalement la filière du porc, mais il faut absolument répondre à une demande. Or, à l'époque, la demande pour le porc n'existait tout simplement plus au prix qu'on voulait demander.

Pour ce qui est du cadre stratégique intitulé *Cultivons l'avenir 2*, il est grand temps qu'on prenne des décisions, à mon avis. Au Canada, on a beaucoup de ressources naturelles. C'est un grand pays. On doit donc faire face à des épreuves logistiques majeures. Comme nous ne sommes que 34 millions d'habitants, mais qu'il s'agit de l'un des plus grands pays du monde, transporter de la marchandise coûte cher. Il faut donc créer des économies d'échelle au niveau de la production et du transport, mais surtout arriver à développer des produits à valeur ajoutée, partout au Canada.

• (1655)

[Traduction]

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Vous avez 30 secondes.

M. Jean Rousseau: J'ai une dernière question pour M. Brandle.

M. Charlebois disait que le consommateur n'est pas toujours au courant des OGM. Selon vous, comment devrions-nous éduquer les consommateurs sur les effets ou les non-effets? Chaque fois qu'on

parle d'OGM, ils pensent à la transformation de l'ADN et à des choses comme ça. Donc, comment pensez-vous que nous devrions éduquer les consommateurs?

M. Jim Brandle: Ça prendra beaucoup de temps. C'est un changement générationnel. Quand j'examine toute la série de cultures avec lesquelles je travaille, je réalise qu'il y a de très gros obstacles, en particulier pour les fruits et légumes. Les gens sont inquiets. On mange des fruits et des légumes parce que c'est bon pour la santé mais les gens craignent peut-être que ce processus nuise en fait à leur santé.

Comment avoir cette conversation? C'est difficile. La peur est une émotion très puissante. Comment faire ça? Il faut le faire avec une éducation lente et constante.

On m'a raconté une fois une histoire et, même si je ne sais pas si elle est vraie ou non, elle est quand même très intéressante. Il s'agit des glaçons. Quand on a inventé les congélateurs, il y avait d'abord le frigidaire et puis on y a ajouté un congélateur. Les gens ne voulaient pas utiliser les glaçons sortant de ces congélateurs parce qu'ils n'étaient pas naturels. Il a fallu un certain temps pour surmonter leur résistance. Je pense que nous sommes dans la même situation. C'est lent mais il faut y aller avec constance.

Évidemment, cet obstacle a déjà été franchi pour beaucoup de récoltes importantes. Les gens savent dans une certaine mesure que le maïs, le soja et le canola sont génétiquement modifiés. Ils sont relativement à l'aise avec ça. Ils consomment les produits. Tout le monde se porte bien et il n'y a pas de problème. J'espère que le processus lent permettra aux autres récoltes de bénéficier de la modification génétique car, si nous devons nourrir 9,5 milliards de personnes en 2050, nous ne pourrons pas le faire sans ces techniques.

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Merci, monsieur Rousseau.

Nous passons maintenant à M. Boughen.

M. Ray Boughen (Palliser, PCC): Merci, monsieur le président. Comme mes collègues, je remercie les témoins d'être venus nous parler cet après-midi.

J'aimerais leur poser une question d'ordre général.

L'agriculture connaît aujourd'hui un niveau de profitabilité qui n'a pas été évident pendant plusieurs années. Comment envisagez-vous l'avenir du secteur, sur le plan de la croissance et du profit? Quelles sont les choses qu'il faudrait faire, selon vous, pour faire en sorte que les gens qui vivent sur les fermes aient quelques dollars de plus dans leur poche au bout du compte?

M. Jim Brandle: Ça me semble assez simple. Il faut investir dans l'innovation afin d'aller plus loin, encore plus loin que maintenant. De quoi avons-nous le plus besoin? Nous avons besoin de plus de mécanisation. Nous avons besoin de réduire les coûts. Nous avons besoin de nouveaux produits. Je pense que c'est ce qu'il faut faire maintenant, surtout parce que la conjoncture est bonne. C'est plus facile.

Mme JoAnne Buth: Je pense que c'est relié à la demande. Nous devons nous assurer qu'il y a réellement une demande pour ce que nous produisons, et nous devons créer la demande. Certes, c'est aussi une question d'efficacité de la production mais, en même temps, si vous produisez une chose pour laquelle il n'y a pas de demande, vous ne serez pas payé, même si vous le faites avec efficacité.

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Voulez-vous ajouter quelque chose, monsieur Charlebois?

M. Sylvain Charlebois: L'innovation consiste en réalité à vendre quelque chose à quelqu'un qui ne sait pas qu'il en a besoin mais qui en a besoin. C'est vraiment ça, l'innovation, et je ne suis pas convaincu que l'agriculture canadienne a vraiment fait tout le nécessaire pour saisir les occasions qui se sont présentées ces dernières années. Nous sommes particulièrement bons lorsqu'il s'agit de cultiver des choses très rapidement, mais sans réellement comprendre s'il y a vraiment une possibilité de commercialisation de ce que nous produisons plus vite, mieux et à meilleur goût.

Je partage certainement l'opinion de JoAnne. Il faut déterminer s'il y a vraiment un marché pour ce que nous produisons et relier les deux bouts de la chaîne de l'alimentation, comme je le disais tout à l'heure.

L'autre chose que nous devons faire en agriculture, c'est stimuler l'entrepreneuriat. Beaucoup d'agriculteurs ont de très bonnes idées mais j'ai parfois le sentiment qu'ils n'ont pas beaucoup de soutien ou ne sont pas considérés comme des entrepreneurs. Les universités ont certainement un rôle à jouer pour stimuler l'entrepreneuriat dans l'agriculture et l'alimentation au Canada. Il y a actuellement beaucoup de gens qui conçoivent de nouveaux produits et de nouvelles idées, qui pensent à de nouvelles choses, mais qui n'en sont pas au point où ils sont prêts à les partager. Ils ne sont pas prêts à aller à *Dragons' Den*, malheureusement. Nous devons donc simplement les pousser suffisamment pour qu'ils aient le courage d'aller de l'avant. Et, bien sûr, il faut qu'ils aient accès au capital-risque, ce qui est toujours un gros défi au Canada. Nous n'avons pas beaucoup de capital-risque dans ce pays. Nous devons nous assurer que les entrepreneurs ont le meilleur accès possible au capital-risque.

• (1700)

M. Ray Boughen: Merci.

[Français]

M. Claude Miville: Si vous le permettez...

[Traduction]

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Allez-y.

[Français]

M. Claude Miville: ... j'aimerais quand même répondre à la question.

En ce qui a trait à ce que vous avez mentionné, je ne suis pas inquiet. Je suis confiant et j'ai bon espoir que les industries vont arriver à s'adapter à ces changements. Ce sont des changements importants, mais il y a beaucoup plus de coordination à l'intérieur des chaînes de valeur, des tables filières porcines nationales ou des autres tables filières. Les gens vont commencer à bouger. Il est clair que l'innovation va être au cœur de tout ça. L'industrie est en train de se transformer, mais les gens vont relever ce défi. Il faut faire confiance aux capacités entrepreneuriales des individus et des groupes. Faciliter ces changements est le rôle du gouvernement.

Bref, j'ai bon espoir, fondamentalement, que ces changements vont se faire.

[Traduction]

M. Ray Boughen: Merci, monsieur le président.

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Monsieur Lobb.

M. Ben Lobb (Huron—Bruce, PCC): Merci, monsieur le président.

Je voudrais revenir sur la première question de M. Boughen. Il demandait ce que nous pourrions faire pour aider à mettre plus d'argent dans les poches des agriculteurs. Comme nous parlons

actuellement de Cultivons l'avenir 2, ainsi que de science et d'innovation, pensez-vous que ce qui existe actuellement vous permet de collaborer avec l'industrie et les producteurs pour faire ça, ou y a-t-il des choses que nous devrions améliorer?

Globalement, il me semble que vous êtes tous les quatre satisfaits de cette série de programmes. C'est ce que je conclus de la discussion d'aujourd'hui, mais y a-t-il quelque chose de plus que nous pourrions faire?

M. Jim Brandle: La chose qui me vient à l'esprit est de vous assurer que vous ne créez pas de droits acquis pour quoi que ce soit et que, lors de la ronde suivante d'investissement, les décisions sont prises en fonction du mérite comme la fois précédente. Je pense que c'est crucial car il faut créer une certaine tension. Tous les scientifiques qui réalisent les projets doivent toujours être sur la brèche. Je pense que les organisations qui reçoivent l'argent ne devraient pas le recevoir automatiquement et devraient veiller à ce que leurs programmes et leurs projets soient d'une solidité à toute épreuve. Elles devraient avoir produit des résultats lors de la ronde précédente. Je pense que c'est très important si vous voulez investir avec succès. C'est mon conseil, même si je suis un peu en situation conflictuelle puisque je reçois de l'argent. J'en suis cependant fermement convaincu.

Le programme lui-même est excellent. Il pourrait être plus gros. Nous pourrions également y intégrer plus de gens mais, pour le moment, je pense que vous avez assez bien fait.

M. Ben Lobb: Bien.

Mme JoAnne Buth: Je pense que le programme a été absolument étonnant. Il nous a donné la flexibilité voulue pour prendre des initiatives qu'Agriculture et Agroalimentaire Canada n'aurait jamais envisagées.

En ce qui concerne les essais de nutrition humaine et les études sur la farine, l'expertise ne réside pas à Agriculture Canada et nous avons donc dû nous adresser aux universités — l'Université de Toronto et le Neutraceutical Centre de l'UM — et même à un site aux États-Unis. La flexibilité a donc été remarquable.

Tout comme Jim, j'estime qu'il faut s'assurer qu'il y a une vive concurrence pour l'obtention des dollars.

Je pense que le ratio de financement devrait rester le même. Actuellement, il est de 25:75. Si vous examinez le coût de certains de ces projets de recherche, il est très élevé et, même si nous sommes un secteur vaste qui fait des profits, il nous est très difficile de réaliser nous-mêmes des essais sur la nutrition humaine, et ce genre de partenariat est donc important.

• (1705)

[Français]

M. Claude Miville: J'ai fait des commentaires sur le programme actuel, qui est très bien défini et qui atteint les objectifs établis.

C'est la capacité de recherche dans certains secteurs qui pourrait nous inquiéter à moyen terme. Les chercheurs dont nous avons besoin aujourd'hui ne sont pas les chercheurs dont nous avons besoin il y a 20 ou 30 ans. En effet, les champs de recherche évoluent très rapidement, et même lorsque nous faisons un appel aux chercheurs, nous recevons des propositions de recherche qui proviennent de chercheurs déjà établis.

Il arrive, dans certains cas, que nous ayons des projets dans des domaines de recherche qui sont importants pour nous. Or nous n'avons pas de réponse satisfaisante, car personne n'a encore développé les expertises de recherche requises. Nous devons donc aussi avoir une masse critique de chercheurs qui puissent répondre à nos besoins.

À l'heure actuelle, le programme de grappes scientifiques ne s'attaque pas à cette problématique. Il permet simplement de travailler avec les meilleurs chercheurs parmi toute la communauté scientifique. Il y a tout de même une obligation de préparer la nouvelle génération de chercheurs.

[Traduction]

M. Ben Lobb: Puis-je poser une brève question?

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Je vous en prie.

M. Ben Lobb: C'est une question pour M. Miville concernant l'industrie porcine.

Je me demande, pour l'information du comité... Il y a évidemment un problème économique quand on donne du maïs à 6 \$ à du porc à 1,85 \$. Certains jours, c'est encore pire que cela. Y a-t-il une étude ou de la recherche en cours? Je suis sûr qu'il y en a et vous pourriez peut-être dire au comité quels sont les ratios de conversion que vous étudiez actuellement par le truchement de la génétique ou d'autres aliments du bétail pour améliorer l'économie de l'industrie porcine.

[Français]

M. Claude Miville: Oui. Lors du dernier concours que nous avons fait dans le cadre de la grappe scientifique, nous avons relevé sept à huit champs d'expertise ou stratégiques importants pour les producteurs de porc.

Nous sommes en train de réfléchir à notre prochain cadre stratégique, aux orientations que devraient prendre la recherche, et il est clair pour nous que l'alimentation porcine sera importante. Le coût d'alimentation des porcs représente plus de la moitié du coût de production. Nous pensons qu'il y a encore certains gains à faire, ne serait-ce que l'utilisation de nouveaux ingrédients, aliments, etc.

Nous comptons sur la communauté scientifique pour nous aider à ce sujet dans un prochain concours de recherche. Nous pensons qu'il y assurément d'autres gains à faire.

[Traduction]

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Merci.

Je donne la parole à M. Atamanenko.

M. Alex Atamanenko: Merci à nouveau, monsieur le président.

Je reviens sur une question que j'ai déjà posée et je m'adresse à quiconque veut y répondre. Nous parlons d'innovation et, à certains égards, nous disons que nous ne faisons pas assez bien parce que nous n'innovons pas assez. Le fait est, mais on peut en discuter, que nous avons certains des meilleurs agriculteurs au monde. Nous savons qu'on laisse en friche des terres de la péninsule de Niagara parce que les gens ne gagnent pas d'argent. Les gens de l'Okanagan passent au raisin parce qu'ils ne gagnent pas d'argent. Ce sont pourtant certaines des personnes les plus innovatrices au monde. Nous savons, apparemment, qu'il y avait avant l'ALENA des tarifs douaniers saisonniers et que les gens gagnaient de l'argent dans l'horticulture. Nous savons en même temps que nous allons essayer de négocier un accord avec l'Union européenne, qui est très protectionniste. Elle a un quota de 0,5 p. 100 sur le porc. Je doute beaucoup qu'elle l'augmente pour nos producteurs, alors que notre gestion de l'offre est 7,5 p. 100.

Voici une question générale à laquelle nous devons tous répondre à un certain moment: comment faire pour qu'une industrie comme l'horticulture soit profitable au Canada tout en continuant en même temps à faire avancer d'autres secteurs comme le canola et d'autres secteurs céréaliers ou le bétail pour obtenir plus de marchés? Comment pouvons-nous faire ça? Nous sommes un pays commerçant. Nous avons besoin du commerce. En même temps, nous ne pouvons pas laisser nos agriculteurs abandonner leur secteur parce qu'ils ne gagnent pas d'argent.

C'est une question de fond. Je la pose à quiconque souhaite y répondre.

Merci.

• (1710)

M. Jim Brandle: Voulez-vous une réponse de fond?

Si vous songez au secteur du raisin, c'est en fait grâce à l'Accord de libre-échange que c'est devenu l'industrie très prospère d'aujourd'hui. L'ancienne industrie a disparu, comme il le fallait. Une nouvelle industrie est apparue, bien meilleure. Les gens cultivent du raisin parce qu'ils peuvent gagner des tonnes d'argent. La valeur ajoutée au raisin quand on le transforme en vin est énorme. C'est une tranche du gâteau.

Pour les autres cultures, quand je pense aux arbres fruitiers... je ne connais pas l'Okanagan aussi bien que le Niagara mais je sais qu'il y a un manque d'innovation. Nos systèmes de production sont vieux et désuets. Dans certains cas, nos coûts de main-d'oeuvre représentent jusqu'à 60 p. 100 du coût de production total. Ce qu'il faut faire, c'est transformer le système de production pour obtenir des rangées uniformes afin de pouvoir les automatiser et utiliser beaucoup moins de main-d'oeuvre. Cela se fait beaucoup trop lentement.

Je ne sais pas quelle est l'explication mais telle est la situation. On le réalise maintenant. Nous avons appliqué une stratégie avec l'industrie des fruits tendres — les poires, les pêches, les prunes et les pommes — et elle sait maintenant quels sont ses problèmes. Elle agit très rapidement pour les régler.

L'autre chose est qu'il y avait un problème de communication de la chaîne de valeur. Les producteurs ne comprenaient pas vraiment leur client. Ils ne comprenaient pas que, dans l'horticulture en particulier, les gens achètent en fonction de l'apparence. Ce facteur de préférence du consommateur est extrêmement important.

Comment doit-on parler aux gens des pêches du Niagara ou des pêches de l'Okanagan pour leur faire comprendre la valeur? Nous les avons uniformisées et les gens ne voient plus la différence. Cela aussi est en train de changer. Ça fait partie de notre relation avec les vendeurs au détail, ceux qui parlent directement aux consommateurs.

M. Alex Atamanenko: Permettez-moi de vous interrompre une seconde car je n'ai que quelques minutes.

Il y a quelques étés, nos producteurs de cerises en Colombie-Britannique ont perdu des tonnes d'argent. Ils ont perdu des tonnes d'argent parce que nous avons reçu d'un seul coup des cerises de l'État de Washington qu'on venait déverser chez nous par camions complets. Nos producteurs de cerises auraient pu nourrir tout l'Ouest canadien. Ce sont les meilleurs au monde. Il y a manifestement là quelque chose qui ne va pas. Il y a là quelque chose à régler mais, en même temps, pas aux dépens des autres branches de l'agriculture. Y a-t-il une autre solution que répéter sans cesse innovation, innovation, innovation? Nous le faisons bien mais les gens continuent à perdre de l'argent.

M. Jim Brandle: Allez-y, Sylvain. C'est une question à laquelle on ne peut pas répondre.

M. Sylvain Charlebois: Il va falloir que les agriculteurs finissent par comprendre non seulement que le paysage change mais qu'il continuera toujours de changer. Les marchés vont devenir plus instables que jamais. C'est la nouvelle réalité. Comme pays commerçant, nous devons accepter le fait que, dans le commerce international, nous vendons des choses et nous achetons des choses. Ça va dans les deux sens. Si nous sommes prêts à jouer le jeu, nous devons accepter ça.

Là où le gouvernement devrait jouer un rôle, c'est dans la phase de restructuration. Les agriculteurs devront prendre certaines décisions et faire d'autres choses, cultiver de nouveaux produits pour de nouveaux marchés. Il faudra du temps pour qu'ils deviennent compétitifs. C'est là que les gouvernements devraient les aider, durant cette phase critique d'une année ou deux de restructuration pour devenir un nouveau secteur et tirer parti des nouvelles occasions. Ensuite, l'industrie pourra voler de ses propres ailes. C'est comme ça qu'on lance des initiatives innovatrices.

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Merci.

Monsieur Lemieux.

M. Pierre Lemieux: Merci, monsieur le président.

Je veux revenir sur ce thème de transitionnement de la science ou de l'innovation sur le marché. C'est une question en deux parties.

Premièrement, pensez-vous que le gouvernement a un rôle à y jouer? La crainte, évidemment, est que le gouvernement choisisse les gagnants et les perdants et qu'il soit censé d'une certaine manière déterminer qui va investir ou non dans tel ou tel secteur pour assurer sa transition sur le marché, mais pas dans d'autres.

Deuxièmement, et c'est une question que je dois poser en même temps, si vous pensez que le gouvernement a un rôle à jouer pour aider à financer la transition de la science et de l'innovation sur le marché, que penseriez-vous de l'utilisation de certains de vos crédits actuels de recherche pour ce faire? Seriez-vous prêts à envisager cela ou non? Il est facile de dire oui, que le gouvernement doit intervenir, que nous avons besoin de plus d'argent, mais que diriez-vous si je renversais la proposition en vous disant que le gouvernement interviendra et que vous allez devoir en même temps y consacrer une partie des sommes que vous recevez actuellement? C'est une possibilité très réelle et concrète.

Qui souhaite répondre à ces deux questions?

• (1715)

M. Sylvain Charlebois: Le gouvernement n'a pas à choisir les gagnants et les perdants. C'est le marché qui doit le faire. Grosse différence.

M. Pierre Lemieux: Oui, absolument.

M. Sylvain Charlebois: C'est une grosse différence. Donc, quel que soit le système que nous décidons d'adopter, il devra être assez flexible pour laisser le ou les marchés dicter exactement dans quelle voie l'industrie devrait s'engager.

Comme je l'ai dit plus tôt, innover, c'est en réalité vendre aux marchés ce dont ils ont besoin sans qu'ils sachent qu'ils en ont besoin. Nous devons être en avance sur eux. C'est comme avec Apple. Steve Jobs est décédé hier et cela nous a rappelé à tous que l'innovation peut effectivement produire une croissance énorme. Personne ne pensait vraiment avoir besoin d'un iPad mais les gens en ont acheté...

Une voix: C'est vrai.

M. Sylvain Charlebois: ... de pleins camions, n'est-ce pas?

M. Jim Brandle: J'en vois d'ailleurs un d'ici.

M. Sylvain Charlebois: Exactement. C'est ça que nous devrions faire en agriculture et en alimentation dans notre pays.

Pour répondre à votre deuxième question, je peux le faire en qualité d'administrateur d'université puisqu'il s'agit de recherche. Il est toujours difficile de donner de la capacité à l'industrie. Comme le disait M. Miville, l'industrie est frustrée quand elle traite avec des universités parce qu'elle ne peut pas obtenir les connaissances qu'il lui faut. À mon avis, dans *Cultivons l'avenir 2*, le gouvernement devrait fournir des incitatifs aux universités pour qu'elles engagent les personnes capables de fournir de la capacité à l'industrie. Voilà ce que je dirais.

M. Pierre Lemieux: Quelqu'un d'autre?

M. Jim Brandle: Je réponds à l'idée d'affecter une partie de notre budget à la transition entre l'innovation ou la recherche et la commercialisation. Je peux dire que ce serait peut-être un peu sévère mais, si j'étais vous, c'est peut-être ce que j'exigerais. Je pense qu'on ne peut pas réellement avoir un projet à moins que ce soit là, surtout avec ce que vous essayez d'accomplir avec ces programmes.

C'est intégré. Ça doit être là. Il y a une certaine somme d'argent et vous devez bâtir avec ça. Je pense aussi que vous devriez demander des comptes à la fin de cette transition. Parce que vous savez bien qu'une certaine partie n'est pas productive, n'est-ce pas? Elle est bloquée quelque part mais ne sert à rien. Je pense que vous êtes dans la bonne voie. Je suis sûr qu'il y aura une discussion sur la question de savoir qui paiera mais je pense que c'est un absolu en matière d'exigences.

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Madame Buth.

Mme JoAnne Buth: Je pense que ça ramène à la stratégie. Si la stratégie est bonne et que toutes les pièces y sont, la transition est là. Quand vous réunissez les gens qui ont besoin de diriger la recherche... Nous faisons quelque chose de différent du centre porcin. Nous ne lançons pas d'appels de propositions. Nous allons trouver nous-mêmes les gens qui font la recherche et nous savons qu'ils savent ce qu'il faut faire, ce qui veut dire que notre recherche est très dirigée.

Si vous développez la stratégie du début jusqu'à la fin, la transition est là parce que vous avez déjà développé quelque chose dont le marché a besoin. Nous ne renoncions pas à une partie de notre argent pour laisser le gouvernement financer la transition sur le marché.

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Vous avez 30 secondes, Pierre.

M. Pierre Lemieux: Monsieur Miville?

[Français]

M. Claude Miville: Pour nous, l'important est le résultat final. Si nous n'avons pas la garantie que les innovations vont être utiles et rendre service à l'industrie et à nos membres, cela ne donnera rien. On a besoin d'une vision complète. On est préoccupés par le résultat final et l'utilisation qu'on peut en faire. Cela va de soi, il faut prendre les moyens pour y arriver.

Dans certains cas, on a besoin d'expertise ou de nouveaux champs d'expertise dans la recherche. Si on n'en a pas, un mécanisme pourrait peut-être être utilisé par Agriculture et Agroalimentaire Canada. Je sais que, pendant un certain temps, vous aviez jusqu'à 600 chercheurs dans les centres de recherches d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Cela s'est déjà fait, je pense. Il y aurait peut-être moyen de relancer des arrimages ou des collaborations avec des universités. Agriculture et Agroalimentaire Canada pourrait s'associer avec des universités pour placer de jeunes chercheurs dans des contextes où on peut développer des masses critiques d'expertise.

On est préoccupé par le renouvellement de cette capacité de recherche. Il faut être très flexible et imaginatif en ce qui a trait aux moyens que nous allons utiliser pour faciliter cette transition, afin de nous permettre d'avoir accès à ces chercheurs.

• (1720)

[Traduction]

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Je vais prendre à nouveau mes cinq minutes, si vous le permettez.

Monsieur Charlebois, vous avez parlé de manque de capital-risque, et ma question fera suite à celle de M. Lemieux sur la commercialisation. Comment peut-on stimuler la croissance dans le secteur du capital-risque du Canada? Je reviens à l'idée des actions accreditives ou de tout ce qui pourrait être un incitatif.

L'un d'entre vous a-t-il des idées à ce sujet?

M. Sylvain Charlebois: Le capital-risque, c'est une question de risque, comme son nom l'indique, et je ne suis pas sûr que le gouvernement doive assumer le risque de tous ces projets. En revanche, il nous faut trouver le moyen de mieux appuyer les inventeurs. Il y en a beaucoup. Il y en a beaucoup en agriculture et en agroalimentaire. On met actuellement au point des produits extraordinaires. Prenez la moutarde, par exemple. La Saskatchewan est l'un des plus gros exportateurs de graines de moutarde au monde mais nous n'avons pas encore appris à les mettre en bouteille pour les vendre cinq fois plus cher.

Nous avons actuellement un projet à Gravelbourg. Il démarre lentement et il ne va pas assez vite pour produire des économies d'échelle intéressantes. Les responsables ont besoin de capital-risque. Comment l'obtenir? Je pense que nous devrions établir un mécanisme qui permettrait de forger un partenariat entre les gouvernements, provinciaux et fédéral, et l'industrie, et peut-être aussi les investisseurs providentiels. Il y a des tonnes de cercles d'investisseurs providentiels dans ce pays mais ils ne se parlent pas. Ils ont tendance à rester très secrets, et il y a des raisons à cela mais, en même temps, je pense que le gouvernement devrait devenir le courtier de tous ces gens-là pour permettre à ces projets de se réaliser.

Le vice-président (M. Frank Valeriote): J'ai encore deux minutes et demie.

Je ne sais plus qui a parlé de cela mais on a dit que le gouvernement devrait établir une politique-cadre qui nous permettrait d'avoir une industrie alimentaire durable, assurant la sécurité des approvisionnements. À première vue, ça me fait penser à une stratégie ou une politique nationale de l'alimentation.

L'un d'entre vous peut-il me dire si nous avons besoin d'une telle politique ou stratégie de l'alimentation et, si oui, sous quelle forme?

M. Sylvain Charlebois: Je travaille actuellement avec le Conference Board. Vous savez peut-être que Galen Weston, de Loblaw's, finance une bonne partie de cette politique d'alimentation au Canada qui est orchestrée par le Conference Board du Canada sous l'égide du Centre for Food in Canada. Nous travaillons là-dessus depuis novembre dernier, soit depuis moins d'un an, et nous nous réunissons trois à quatre fois par an.

Je pense que le groupe fait du bon travail. Tout d'abord, c'est un grand groupe, avec plus de 35 participants. Deux d'entre nous représentons l'Université de Guelph. Ma principale préoccupation est que c'est en grande mesure impulsé par des objectifs politiques. Nous savons tous que la politique joue un grand rôle en agriculture et en agroalimentaire lorsqu'il s'agit d'établir des politiques et un objectif global.

Avons-nous un objectif global au Canada? Ce n'est pas encore tout à fait clair à cause de ce décalage entre les agriculteurs, les transformateurs, les distributeurs et les consommateurs. Je ne pense pas que les consommateurs se reconnaissent vraiment dans ce que nous essayons de leur fournir. Et s'ils essayent de voter avec leurs dollars, ils ne savent pas trop comment s'y prendre.

Si nous voulons formuler une politique-cadre de l'alimentation au Canada, je pense que nous devons nous assurer que quiconque la pilote est un acteur légitime qui essaiera d'éviter toute contamination politique du processus.

• (1725)

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Pensez-vous que le gouvernement a un rôle de leader à jouer là-dedans?

M. Sylvain Charlebois: ... Non. Il a un rôle à jouer mais pas de leader.

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Y a-t-il quelqu'un parmi vous qui pense que le gouvernement a un rôle de leader à jouer dans l'élaboration d'une politique nationale de l'alimentation?

Mme JoAnne Buth: Je conviens qu'il doit jouer un rôle de facilitateur, mais pas de...

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Un rôle de facilitateur. Très bien.

Est-ce aussi votre avis, monsieur Charlebois?

M. Sylvain Charlebois: ... Oui.

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Très bien. Un rôle de facilitateur.

Merci beaucoup.

Monsieur Zimmer, c'est vous qui allez conclure.

M. Bob Zimmer: Hélas, Pierre m'a un peu coupé l'herbe sous le pied. C'était la question par laquelle je voulais finir la première fois. C'était le rôle du gouvernement, mais je vais pousser un peu le bouchon.

Nous parlons du rôle du gouvernement, et je suppose qu'il y a ce trou à combler, mais vous dites que c'était pour faciliter ça et peut-être bâtir un cadre pour ça. Je voudrais savoir si vous connaissez des exemples dans le monde où c'est le cas, où ils font déjà cela bien, quelque chose dont nous pourrions tirer les leçons, où des gouvernements jouent ce rôle. Y en a-t-il que vous connaissez?

M. Jim Brandle: Les Anglais ont une assez bonne politique alimentaire que vous pourriez examiner. Elle est très bonne. Et la Nouvelle-Zélande.

M. Bob Zimmer: Pouvez-vous nous dire pourquoi? Pouvez-vous nous l'expliquer, puisque nous avons quelques minutes?

M. Jim Brandle: Eh bien, c'est la seule. À quoi pouvons-nous donc la comparer? C'est la seule que j'ai lue, en tout cas. C'est simplement la clarté, c'est tout, et vous pouvez voir qu'en dessous de ça, l'Union européenne et son comité de recherche sur l'agriculture ont instauré plus de clarté dans la politique de l'alimentation. L'objectif qu'ils ont énoncé est de produire deux fois plus avec moitié moins d'intrants d'ici à 2030. Comment allons-nous faire ça? Il va falloir se fixer des objectifs de recherche pouvant être appliqués à chaque denrée et à chaque animal.

C'est la seule que j'ai lue et je ne peux donc la comparer à aucune autre, monsieur Zimmer, mais j'ai pensé que c'était une chose très audacieuse et très courageuse qu'ils ont faite, avec aussi pas mal d'ouverture d'esprit.

Le vice-président (M. Frank Valeriote): L'Angleterre en a une, et l'Écosse aussi, je crois. C'est fascinant.

Madame Buth.

Mme JoAnne Buth: Jim et moi avons participé au même processus, le processus de l'ICPA, l'Institut canadien des politiques agroalimentaires, concernant le lien entre l'alimentation et la santé, parce qu'il n'y a pas de lien clair dans l'esprit du consommateur ainsi que dans l'esprit des médecins. Comme l'accord sur la santé devra bientôt être renouvelé et que nous nous penchions sur Cultivons l'avenir 2, nous avons consacré pas mal de temps à essayer de tracer un chemin vers une politique de l'alimentation et de la santé, mais sans aboutir.

Je pense que nous avons bien travaillé mais c'était extrêmement difficile avec les gens autour de la table. Nous tournions en rond. Je ne sais pas très bien pourquoi, rétrospectivement, mais nous n'avons pas pu dégager de consensus sur ce qu'il faudrait faire.

M. Sylvain Charlebois: Si l'on examine les politiques de l'alimentation des pays qui se sont fixé un objectif clair, comme la Grande-Bretagne et la Nouvelle-Zélande, on y trouve un dénominateur commun. Ils sont passés par de graves crises alimentaires.

Le message que je voudrais communiquer au comité aujourd'hui est que nous ne devrions pas attendre d'avoir une crise profonde pour nous fixer un objectif global.

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Il nous reste du temps. Quelqu'un d'autre peut-il répondre?

Monsieur Zimmer, avez-vous d'autres questions?

M. Bob Zimmer: Je dirais simplement que c'est bon à entendre parce que j'avais l'impression que vous vous tourniez vers nous pour obtenir une réponse à ce sujet, ou pour que nous prenions la tête du mouvement, et vous nous avez répondu que c'est tout à fait le contraire, ce qui est très agréable à entendre parce que nous avons un rôle...

M. Sylvain Charlebois: C'est parce que nous vous faisons confiance.

M. Bob Zimmer: Certes, c'est bien, mais nous ne sommes pas Dieu.

Merci.

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Monsieur Lobb, vous aviez une question?

M. Ben Lobb: Une courte question. Je peux aussi bien la poser, même si je sais que chacun veut rentrer chez soi.

Une bonne partie de ce que nous avons entendu aujourd'hui concernait la semence et la structure moléculaire de la semence ainsi que l'innovation, avec les partenariats et les grappes. Y a-t-il des partenariats avec les fabricants de machinerie ou d'équipement pour améliorer leur secteur? Je comprends que ce n'était pas le thème d'aujourd'hui mais je m'intéresse aussi à la manière dont ce partenariat fonctionne et je veux savoir s'il tombe dans le cadre de Cultivons l'avenir 2 et de la science et l'innovation.

• (1730)

M. Jim Brandle: En horticulture, si je peux parler pour l'horticulture, c'est absolument crucial.

Notre gros problème, c'est le coût de la main-d'oeuvre. La majeure partie de la main-d'oeuvre, ou une bonne partie, provient de l'étranger, ce qui ne peut pas durer à long terme. À mesure que la situation s'améliore dans les pays d'où provient la main-d'oeuvre, celle-ci sera moins susceptible de venir chez nous et c'est pourquoi nous devons automatiser.

Je pense que le facteur machinerie touche à la productivité, n'est-ce pas? Nous avons des problèmes de productivité dans tout le pays, dans beaucoup de nos industries. En agriculture, c'est particulièrement important.

Je pense à la robotisation. Je ne veux pas aller trop dans les détails mais j'aime bien les robots. Les robots sont intelligents, alors que les machines sont stupides. On peut faire beaucoup de choses pour réduire les coûts, certainement dans l'horticulture où il y a une quantité énorme de main-d'oeuvre, en ayant recours à la robotique. Nous sommes très forts au Canada dans la fabrication de robots.

Cette situation a récemment permis à ces gars de... Ils examinent actuellement d'autres options que la construction d'automobiles. Je pense qu'il y a beaucoup à faire avec l'équipement, la machinerie et l'automatisation, et que cela concerne directement la productivité.

Le vice-président (M. Frank Valeriote): Merci beaucoup, monsieur Brandle. Vous avez eu le dernier mot. Nous arrivons à la fin de la réunion.

Je remercie tous les témoins d'avoir bien voulu consacrer une partie de leur temps précieux à notre comité. Je vous souhaite à tous une merveilleuse Action de grâces.

La séance est levée.

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les
Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à
l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and
Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the
following address: <http://www.parl.gc.ca>